

CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme

RAPPORT ANNUEL | 2016 |



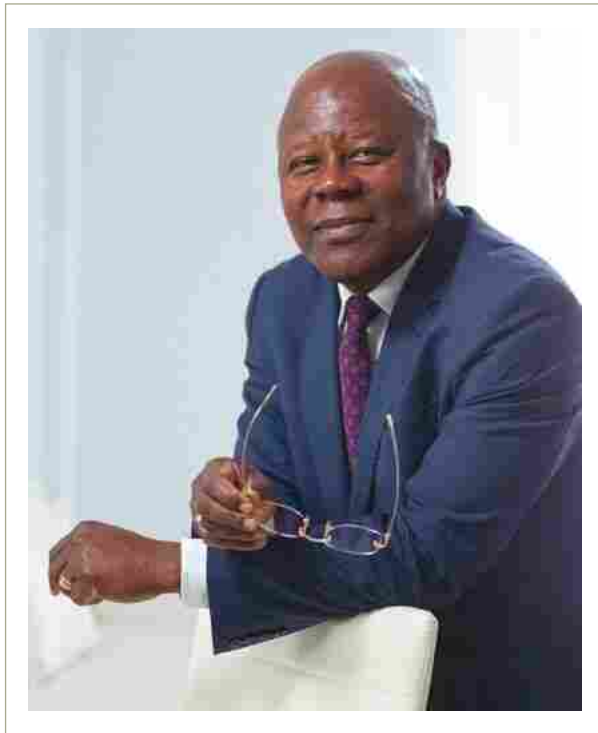
Préambule

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est heureuse de vous adresser ce rapport d'activité de l'exercice 2016.

Cette échéance marque à la fois la fin du 1er plan stratégique 2012 - 2016 de la Caisse des Dépôts et Consignations et celle du 5ème exercice social.

C'est l'occasion pour nous de mettre en relief les réalisations de 2016, par rapport aux acquis des exercices précédents.

Mot de l'Administrateur Directeur Général



Etant elle-même une innovation dans le paysage financier et institutionnel de notre pays, nous pouvons nous féliciter de ce que la Caisse des Dépôts et Consignations, au cours des 5 premières années d'existence, présente le profil d'une institution de référence, dont la résilience se reflète dans un modèle économique et financier à la fois robuste, innovant, et basé sur une diversité de métiers et de ressources. Le tout est porté par une équipe jeune, dynamique et ouverte, qui donne autant de chance aux femmes qu'aux hommes. Durant cette période, nous avons notamment pu :

- Mobiliser plus de FCFA 4.000 milliards de dépôts à vue, moyen et long terme dans nos livres, en cumulé ;
- Allouer plus de FCFA 46 milliards en equity (titres de participation) et plus de FCFA 42 milliards en actifs fonciers et immobiliers ;
- Financer pour plus de FCFA 60 milliards le soutien aux politiques publiques, en nous positionnant au cœur de plusieurs dispositifs ;
- Soulager le marché monétaire par des interventions dépassant largement FCFA 200 milliards en cumulé.

Nos activités nous ont permis d'impacter les politiques publiques suivantes :

Promotion des investissements privés

Nous avons investi FCFA 46 milliards en actifs financiers dans les secteurs du bois, des mines, des

télécommunications, des services financiers (banque et assurance), transport aéroporté, énergie, agro-alimentaire.

Nous sommes pionnier dans la mise en place d'un dispositif en cours de capital investissement autour de 2 projets :

- L'un en collaboration avec le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS)

- L'autre en partenariat avec la Banque Islamique de Développement avec laquelle nous avons signé un Mémoire d'Entente (MoU) en décembre 2016.

En outre, la CDC détient depuis 2014, une participation dans Améthys West Africa, un des fonds d'investissement les plus présents en Afrique centrale et de l'ouest.

Sécurisation de l'épargne publique et privée

La Direction des Services Bancaires est de plus en plus sollicitée dans le cadre de la sécurisation des deniers publics au profit de la clientèle institutionnelle.

La Direction des Opérations Bancaires Réglementées offre aux notaires, avocats, huissiers de justice et autres officiers ministériels un guichet sécurisé, respectant les règles de discrétion et de confidentialité, pour la tenue de leur compte office et pour la consignation des valeurs qui leurs sont confiées.

L'habitat et le logement

Nous avons, à l'instar des autres caisses de dépôts, suivi une politique interne de constitution puis de consolidation des assiettes foncières,

gage d'un engagement sur le long terme. La CDC s'est attaquée à toutes les problématiques de promotion immobilière allant du logement économique et social par la détention de 50 % du capital de la SNLS, au logement de standing produit par Avorbam Investments (15 immeubles – 220 appartements).

Nous sommes toujours résolus et déterminés à mobiliser nos forces et atouts autour des défis majeurs, pour faire de la Caisse des Dépôts et Consignations un outil de développement efficace en appui aux politiques publiques. Nos opérations sont au service de l'innovation, en étant au cœur de la dynamique entrepreneuriale, à travers l'apport du capital investissement comme réponse à la problématique du financement des PME.

C'est pour cela que j'engagerai la CDC dans le cadre du plan stratégique 2017 - 2021, à être non seulement un investisseur et prêteur de long terme de référence mais également un acteur important dans la politique de lutte contre les effets négatifs des changements climatiques.

L'Administrateur Directeur Général
Alain DITONA MOUSSAVOU

Sommaire

CHAPITRE 1

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DES ACTIVITÉS

La conjoncture internationale et nationale..... **Page 10**

Le secteur financier (Banque - Assurance)..... **Page 11**

CHAPITRE 2

LA COLLECTE DES RESSOURCES

Les services dits "bancaires"..... **Page 14**

Les opérations bancaires règlementées..... **Page 17**

La collecte du FNH..... **Page 19**

Le funding des projets immobiliers..... **Page 20**

CHAPITRE 3

LA DYNAMISATION DES RESSOURCES

La dynamisation de la trésorerie et la gestion active du portefeuille de participations (Asset management)..... **Page 22**

Les financements / prêts..... **Page 23**

La promotion immobilière..... **Page 24**

CHAPITRE 4

LES FONCTIONS SUPPORTS

Les ressources humaines..... **Page 26**

Les systèmes d'information..... **Page 27**

Les moyens généraux..... **Page 28**

CHAPITRE 5

LES FONCTIONS DE PILOTAGE

Le pilotage comptable et financier..... **Page 30**

L'audit et le contrôle interne..... **Page 31**

La gestion Actif - Passif..... **Page 32**

CHAPITRE 6

INNOVATION

La Lutte contre les changements climatiques..... **Page 34**

Le Concours Graines de Manager..... **Page 35**

CDC Capital..... **Page 36**

CHAPITRE 7

COOPÉRATION

COP 22..... **Page 38**

Assemblées annuelles de la BID..... **Page 39**

Assemblées annuelles de la BID et de la BAD..... **Page 40**

CHAPITRE 8

RAPPORT FINANCIER

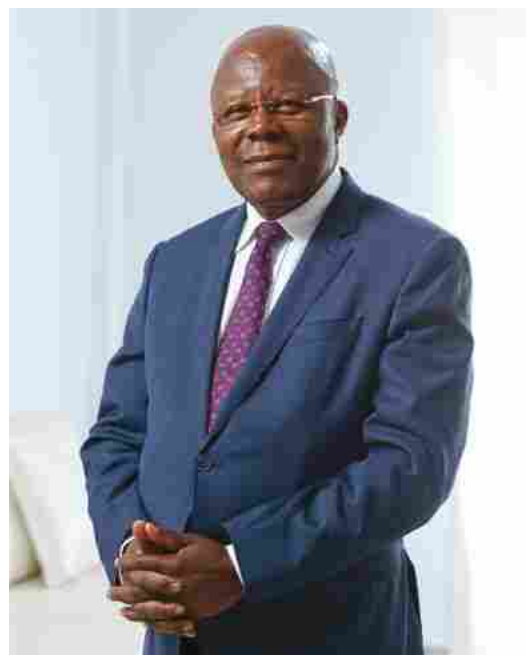
Rapport du Commissaire aux Comptes..... **Pages 42 à 46**

Bilan..... **Pages 47 à 48**

Compte de résultat..... **Pages 49 à 50**



CDC Top Management



Alain DITONA MOUSSAVOU
Administrateur - Directeur Général



Isidore EMBENDJOKOUA
Secrétaire Général



Laure Sandra KINGBO
Directeur Général Adjoint



Gisèle Pascale BEKALE
Caissier Général



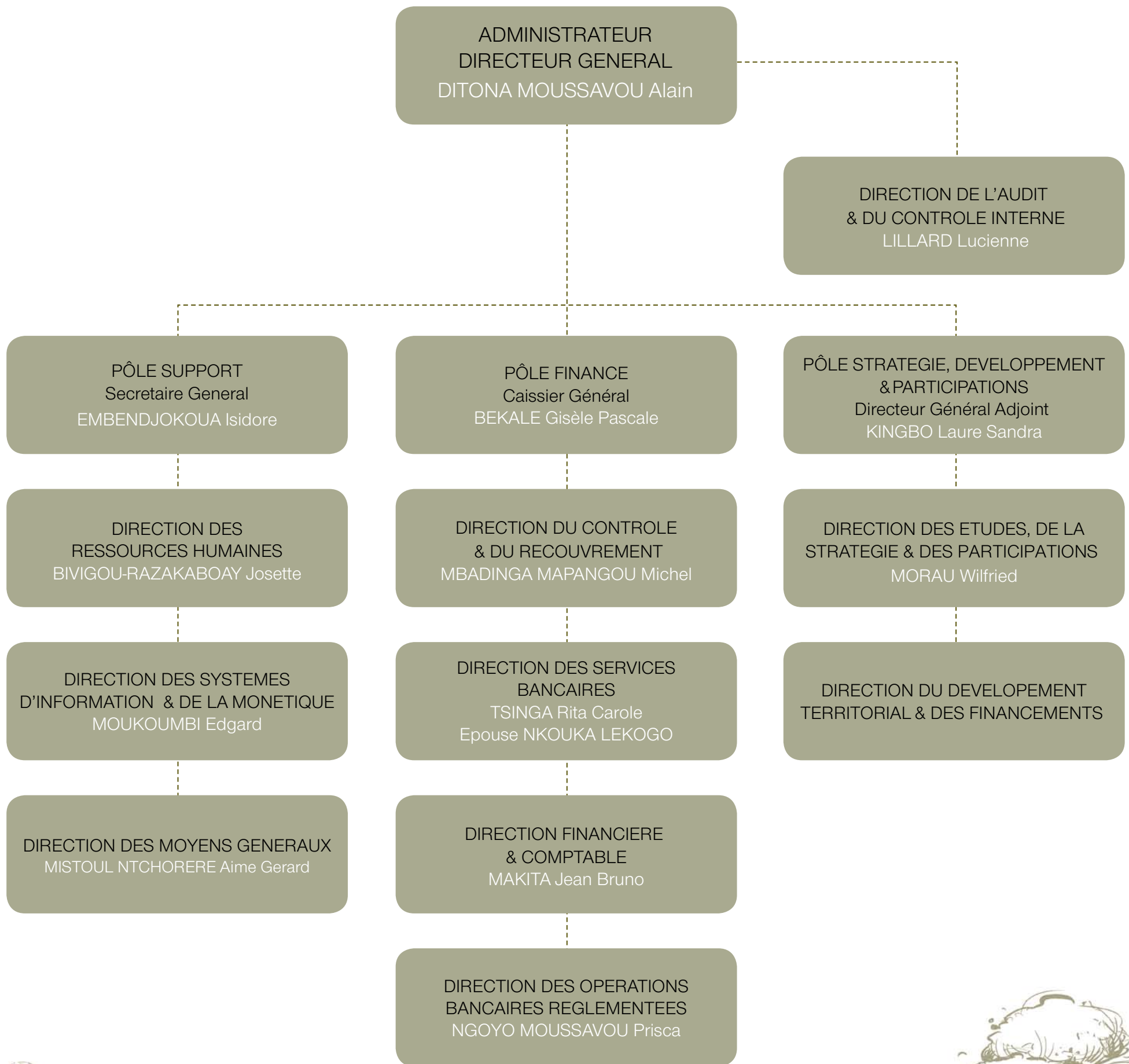
CDC Organigramme



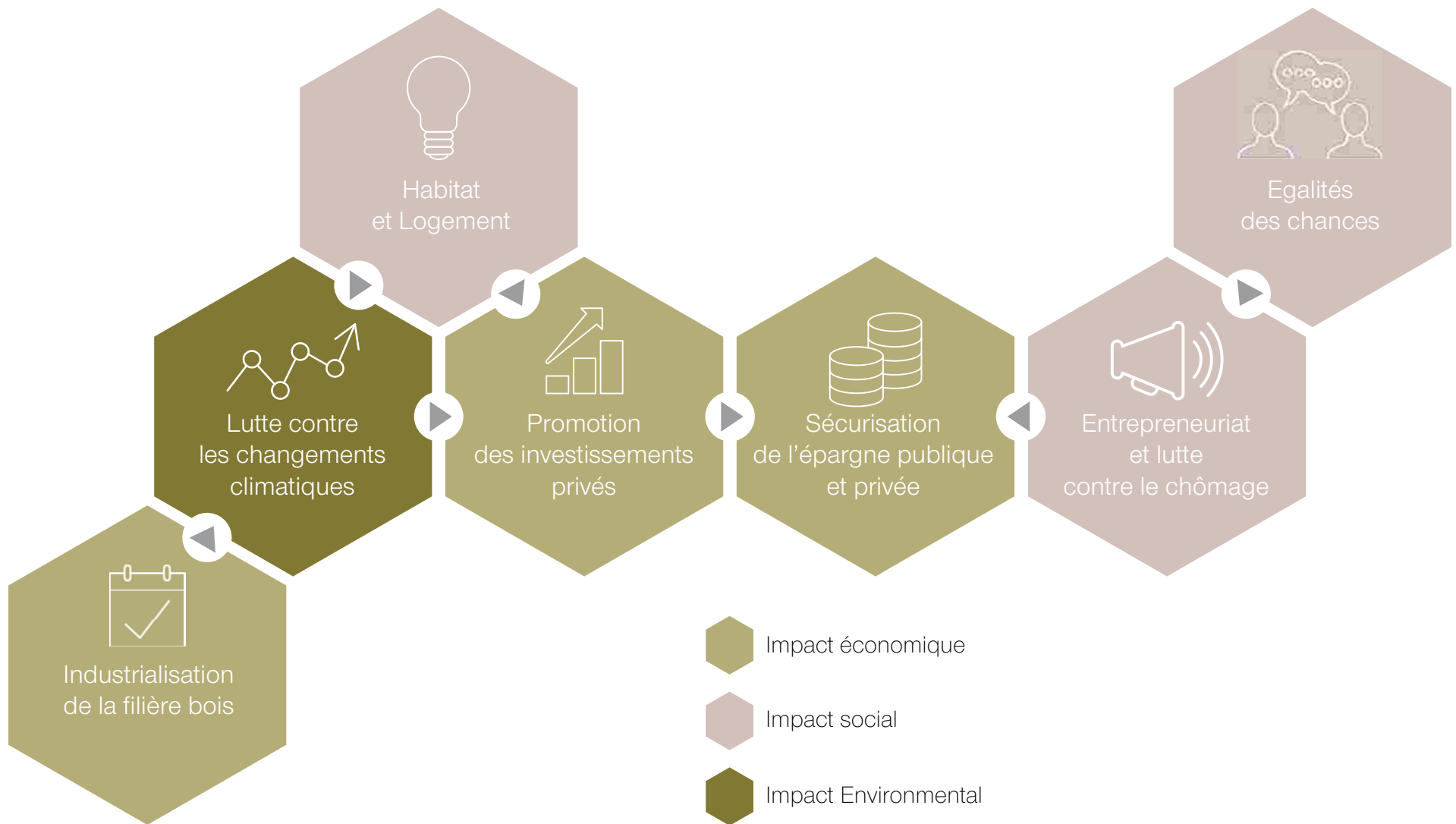
De gauche à droite :

TSINGA BAKARY Assan Césaire – Chargé d'Etudes du Directeur Général
NGOYO MOUSSAVOU Prisca – Sous - Directeur des Opérations Bancaires Règlementées
MORAU Wilfried – Directeur des Etudes, de la Stratégie & des Participations
LENGOMA Guy Noël – Directeur Financier & Comptable Adjoint
MBADINGA MAPANGO Michel – Directeur du Contrôle & du Recouvrement
MOUKOUMBI Edgard – Directeur des Systèmes d'Information & de la Monétique
MISTOUL NTCHORERE Aimé Gérard – Directeur des Moyens Généraux
MAKITA Jean Bruno – Directeur Financier & Comptable
LILLARD Lucienne – Directeur de l'Audit & du Contrôle Interne
BIVIGOU-RAZAKABOAY Josette – Directeur des Ressources Humaines





Notre impact



L'environnement économique des activités

La conjoncture internationale

La conjoncture nationale

Le secteur financier (Banque / Assurance)

La conjoncture internationale

En 2016, la croissance mondiale s'est située à 3,1 %. Ce niveau s'explique par une activité plus faible que prévu aux États-Unis au premier semestre de l'année, ainsi que par la matérialisation d'un risque important, à savoir le vote du Brexit. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance s'est affermie légèrement en 2016, à 4,2 %, après cinq années consécutives de ralentissement, et a ainsi représenté plus de trois quarts de la croissance mondiale prévue cette année.

Dans ce contexte d'évolution de l'économie mondiale, la situation macroéconomique des États membres de la CEMAC a été caractérisée par un ralentissement de la croissance économique, une détérioration des comptes des finances publiques et des comptes extérieurs, une situation monétaire moins confortable, et une baisse des tensions inflationnistes.

En effet, l'année 2016 a été marquée par un ralentissement économique plus prononcé dans la Sous-région, suite à la déprime du secteur pétrolier. Le taux de croissance est revenu à 0,1 % (-6,3 % pour le secteur pétrolier et +2 % pour le secteur non pétrolier) contre 1,9 % en 2015.

Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire base engagements, hors dons, déficitaire de 3,4 % du PIB en 2015 s'est aggravé pour se fixer à 4,3 % du PIB en 2016. Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte extérieur courant, hors dons officiels, a représenté 10,7 % du PIB contre 12,9 % du PIB en 2015. Quant au taux de couverture extérieure de la monnaie, il s'est replié à 56,8 % contre 77,1 % en 2015. Le taux d'inflation annuel moyen de la sous-région est resté bas à 1,1 % en 2016 contre 2,5 % en 2015.

Par pays, les principaux agrégats macroéconomiques au cours de l'année 2016 se présentent de la manière suivante :

Le rythme de l'activité économique a été soutenu en Centrafrique (+5,1 % contre +4,8 % en 2015), ralenti au Cameroun (+5,1 % contre 5,9 % en 2015) et au Gabon (+2,1 % contre +3,9 % en 2015). Il a baissé au Congo (+2,6 % en 2015 à -2,0 % en 2016), en Guinée Équatoriale pour sa 2ème année consécutive (-9,5 % en 2015 à -8,0 % en 2016) et au Tchad (+2,5 % à -4,3 % en 2016).

L'inflation en moyenne annuelle a été de +0,9 % au Cameroun ; +2,7 % en Centrafrique ; +4,6 % au Congo ; +2,1 % au Gabon ; +1,4 % en Guinée Equatoriale et -1,6 % au Tchad.

Tous les pays de la CEMAC ont enregistré un déficit budgétaire en 2016 : au Cameroun (-1,6 % du PIB), en Centrafrique (-4,1 % du PIB), au Congo (-7,1 % du PIB), au Gabon (-5,2 % du PIB), en Guinée Équatoriale (-7,4 % du PIB), et au Tchad (-5,5 % du PIB).

Le solde extérieur courant a été déficitaire dans tous les États membres au cours de l'année 2016: au Cameroun (-6,8 % du PIB contre -4,1 % du PIB en 2015), en République Centrafricaine (-12,0 % du PIB contre -16,1 % du PIB en 2015), au Congo (-36,9 % du PIB contre -41,9 % du PIB en 2015), au Gabon (-4,7 % du PIB contre +0,7 % du PIB en 2015), en Guinée équatoriale (-1,0 % du PIB contre -16,7 % du PIB en 2015) et au Tchad (-16 % du PIB contre -17,3 % du PIB en 2015).

La conjoncture nationale

En 2016, la croissance de l'économie gabonaise a connu un net ralentissement par rapport à 2015. Ce ralentissement est lié à un contexte international moins favorable, notamment le maintien à un niveau bas des cours des matières premières, et la contraction des activités des secteurs pétrolier et minier. Au total, la croissance du Produit Intérieur Brut se situe en terme réel à 2,1 % contre 3,9 % en 2015. Elle est portée par le secteur hors pétrole (+3,9 %), alors que le secteur pétrolier a reculé de 3,7 %.

Les soldes des comptes des finances publiques et du compte courant se sont détériorés. Les tensions inflationnistes ont pu être contenues.

Afin de faire face à cette crise qui frappe également la plupart des pays de la sous-région, tout en poursuivant la réalisation des projets essentiels au développement social et la réalisation des travaux en vue de l'organisation de la coupe d'Afrique des nations 2017, les autorités gabonaises ont fait des ajustements importants dans la gestion des finances publiques.

Du côté de l'offre, à l'exception du secteur primaire, les activités dans les deux autres secteurs (secondaire et tertiaire) ont progressé.



Les finances publiques

Du côté de la demande, en 2016, la croissance du PIB des emplois est tirée par la demande intérieure (+3 points de contribution à la croissance), soutenue simultanément par la consommation (+0,1 point) et l'investissement privé hors pétrole (+2,3 points).

En dépit de la contraction des ressources budgétaires depuis 2014, la politique de développement économique et social axée sur la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), s'est traduite par l'accélération de la valorisation des ressources naturelles, principalement dans les secteurs de la forêt et des mines ainsi que par la construction et la mise aux normes des infrastructures socio-économiques. L'ensemble de ces chantiers engagés dans le but de moderniser l'économie gabonaise et d'améliorer le cadre de vie des populations se poursuivent, au regard des attentes exprimées par les populations et traduites dans « L'Égalité des Chances » ainsi que le projet de société du Président de la République.

La gestion budgétaire de l'année 2016 s'est inscrite dans un environnement international, marqué par le maintien à un niveau bas du cours du baril du pétrole. Malgré les ajustements budgétaires effectués depuis 2015, l'endettement public progresse à grande vitesse.

Dans ce contexte, les recettes budgétaires totales ont baissé de 13,4 % pour se situer 1557,3 milliards contre 1797,3 milliards en 2015. Les dépenses budgétaires s'inscrivent en hausse de 3,8 % pour se situer à 1973,5 milliards contre 1901,4 milliards en 2015.

Les dépenses d'investissement sont en progression de 17 % pour se situer à 528,9 milliards en 2016 contre 452,1 milliards une année plutôt. Cette augmentation est à mettre en relation avec la finalisation des travaux préparatifs à l'organisation de la CAN 2017 et la poursuite des grands projets d'investissements prioritaires, notamment ceux inscrits dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), les Projets de Développement Agricole et les projets de réhabilitation des infrastructures routières.

L'excédent budgétaire primaire de 3,1 % du PIB en 2015 s'est dégradé à 0,2 % du PIB en 2016. Le déficit du solde budgétaire de base se situe à 2,2 % du PIB en 2016 contre un excédent de 1,0 % en 2015.

En définitive, le déficit global des finances publiques de 1,3 % observé en 2015 s'est aggravé à 5,2 % en 2016 pour atteindre 416,2 milliards.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure

pour 199,4 milliards, la variation des arriérés de 191,3 milliards, le manque à recouvrer pour les autres placements de 29,6 milliards, le besoin de financement de l'État s'est fixé à 836,5 milliards. Il a été couvert par la mobilisation de ressources extérieures en l'occurrence les tirages des prêts projets de 239,2 milliards, et les ressources du système bancaire et non bancaire de 597,3 milliards.

La balance des paiements

Les soldes des principaux comptes de la balance des paiements du Gabon se sont davantage dégradés en 2016.

S'agissant des échanges extérieurs, les transactions courantes, transferts publics exclus, excédentaires en 2015 de 56,2 milliards (0,7 % du PIB) sont devenus déficitaires de 375,6 milliards (-4,7 % du PIB) en 2016, en raison principalement de la détérioration de la balance commerciale liée à la baisse de la valeur des exportations.

Le solde de la balance commerciale excédentaire de 1696,7 milliards en 2015 s'est réduit à 1042 milliards en 2016, suite à la forte baisse des exportations principalement du pétrole brut. Pour leur part, les importations ont baissé de 2,6 % à 1595,4 milliards contre 1638,9 milliards en 2015, en rapport avec la baisse des importations dans le domaine pétrolier.

Le déficit de la balance des services s'est stabilisé à 854 milliards en 2016. Le déficit du compte des revenus s'est contracté à 416,3 milliards contre 591,6 milliards en 2015, en relation principalement avec la baisse des revenus des investissements. Enfin, le déficit des transferts courants s'est légèrement aggravé à 246,9 milliards en 2016 contre 244,8 milliards en 2015, en rapport avec l'évolution des transferts privés.

Le compte de capital et d'opérations financières déficitaire de 115,5 milliards en 2015 est devenu excédentaire de 228,1 milliards en liaison avec une augmentation des autres investissements, notamment les opérations à moins d'un an.

En définitive, le solde de la balance des paiements de l'État déficitaire de 206,1 milliards en 2015 s'est aggravé à 831,9 milliards en 2016. Ce déficit a été entièrement couvert par la variation des réserves officielles.



S'agissant de la dette publique, les évolutions des comptes extérieurs et des finances publiques ont conduit à une augmentation du ratio du stock de la dette extérieure par rapport au PIB à 33,8 % contre 32,7 % en 2015. Le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes

budgétaires s'est stabilisé à 21,3 % en 2016 contre 21,8 % en 2015, alors que le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations s'est dégradé à 11,4 % en 2016 contre 11 % en 2015.

La situation monétaire

La situation monétaire du Gabon à fin décembre 2016 s'est dégradée. Elle est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets, des crédits à l'économie et de la masse monétaire. Les créances nettes sur l'État ont connu une forte augmentation.

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 58,9 % pour se situer à 460,3 milliards en décembre 2016. Cette situation est imputable à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale à 371,2 milliards, du fait de la détérioration du compte d'opérations.

Les créances nettes sur l'Etat se sont situées à 583,2 milliards en décembre 2016 contre 55,8 milliards un an plus tôt, traduisant une augmentation de la dette de l'État auprès du système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée.

Les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 10,3% à 1169,1 milliards en 2016 contre 1304 milliards en 2015.

Comme conséquence de l'évolution de toutes ces contreparties, la masse monétaire s'est située à 2056,2 milliards à fin décembre 2016 contre 2245,1 milliards à fin décembre 2015, en baisse de 8,4 %. Le taux de couverture extérieur de la monnaie s'est situé à 55,7 % en 2016.



La collecte des ressources

Les services dits "bancaires"

Les opérations bancaires réglementées

Le funding des projets immobiliers

La collecte du FNH

Les services dits “bancaires”

En 2016, l'activité des services bancaires est bien évidemment tributaire de la conjoncture nationale. En effet, la baisse des recettes budgétaires, la baisse des dépenses de transfert et la détérioration de la masse monétaire, sont autant des raisons qui expliquent la baisse du volume global des dépôts à vue.

Toutefois, dans le cadre de la consolidation de l'assise financière de la CDC, la stratégie a été d'élargir l'assiette de la clientèle sur un fond de fidélisation, avec une domiciliation effective des comptes des entités publiques.

La Direction des Services Bancaires a progressivement amélioré son efficacité opérationnelle (installation de Barberousse* chez certains grands clients, nette amélioration du traitement des transferts par les correspondants banques commerciales).

Le nombre de compte est en nette progression (+11 %) par rapport à 2015, conséquemment à la bonne image de l'Institution en termes de sécurité des dépôts, et aux efforts déployés pour l'amélioration de la relation client. Cette progression est principalement tirée par les “autres entités publiques” et par les agences comptables nouvellement créées.

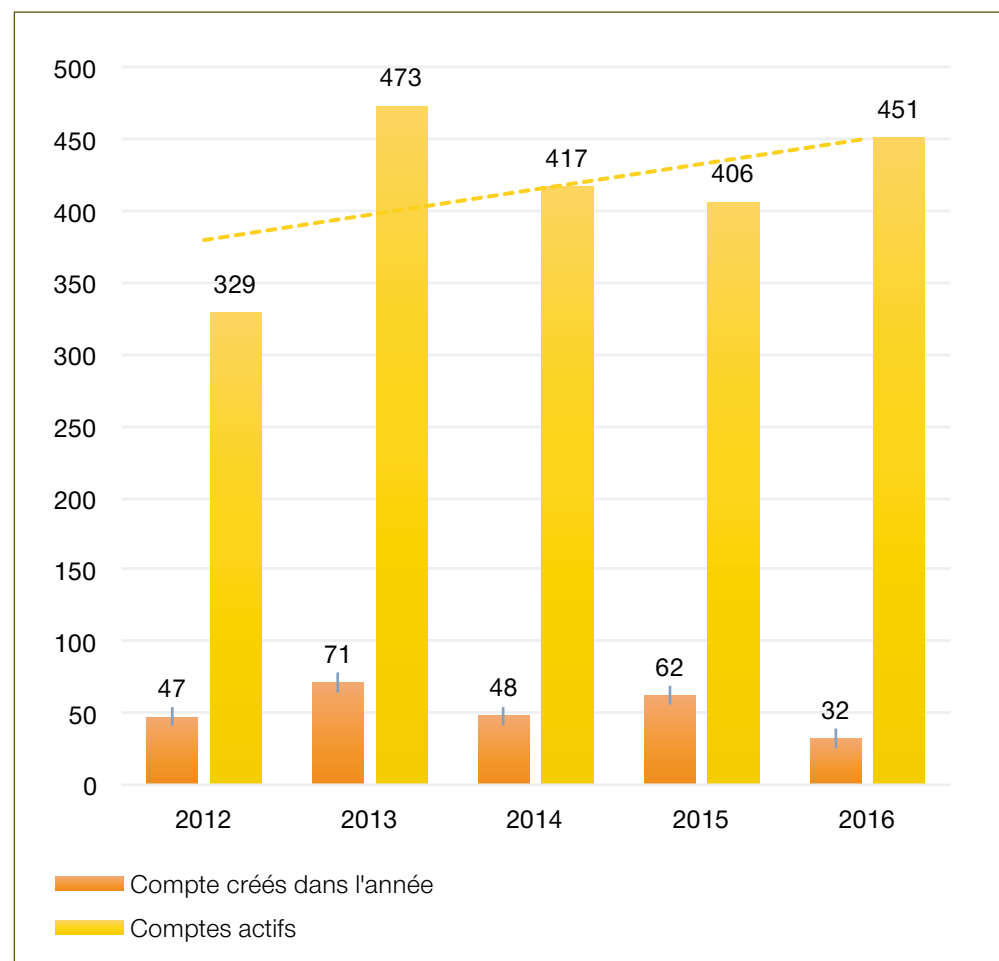
Cette évolution positive contraste cependant avec l'encours global des dépôts qui est soumis à une forte chute passant de FCFA 59.000 millions en 2015 à FCFA 53.000 millions en 2016.

Le volume des dépôts à termes observe la même tendance avec une baisse de 56% sur l'année. Les prêts à moyen terme sont eux aussi en net retrait. Ces mouvements baissiers sont le reflet de la pénurie de liquidité elle-même tributaire de la conjoncture nationale.

En effet, face à la diminution des ressources stables, les engagements à moyen terme sont logiquement réduits pour limiter le risque de transformation.

Seul un dépôt du Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS) demeure en compte.

Le volume en capitaux des opérations nationales est en hausse et ont presque triplé en passant de FCFA 12 300 millions de virements reçus pour le compte de la clientèle au 31 décembre 2015 à FCFA 33 200 millions au 31 décembre 2016. Les dépôts à terme (DAT) de la clientèle finissent à un solde de FCFA 10 000 à fin décembre 2016, contre FCFA 22 800 à fin décembre 2015.

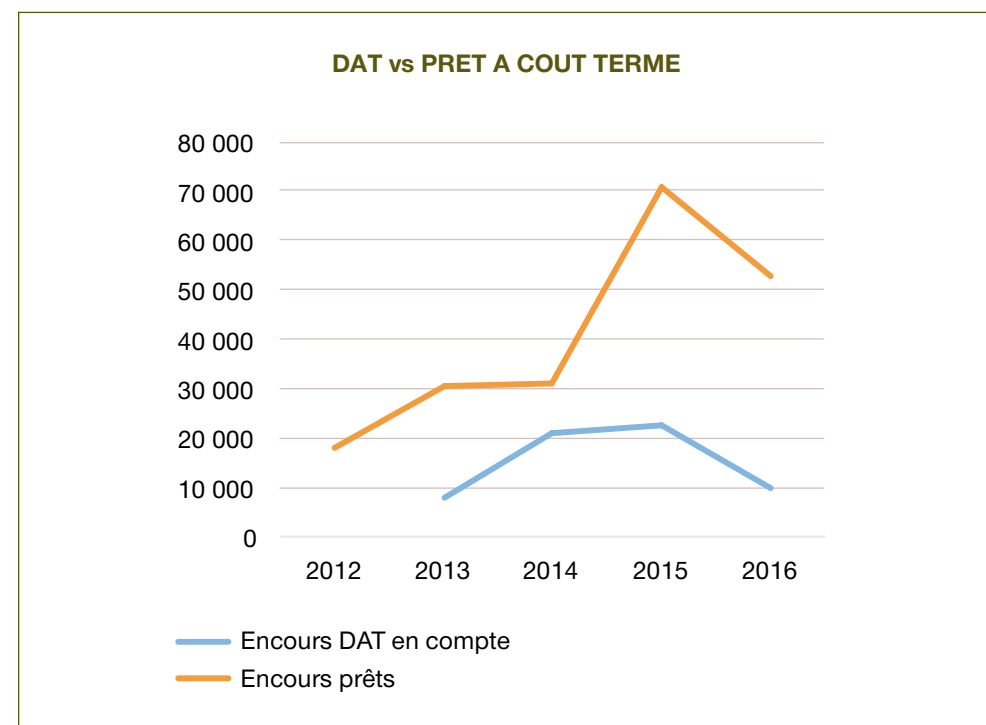
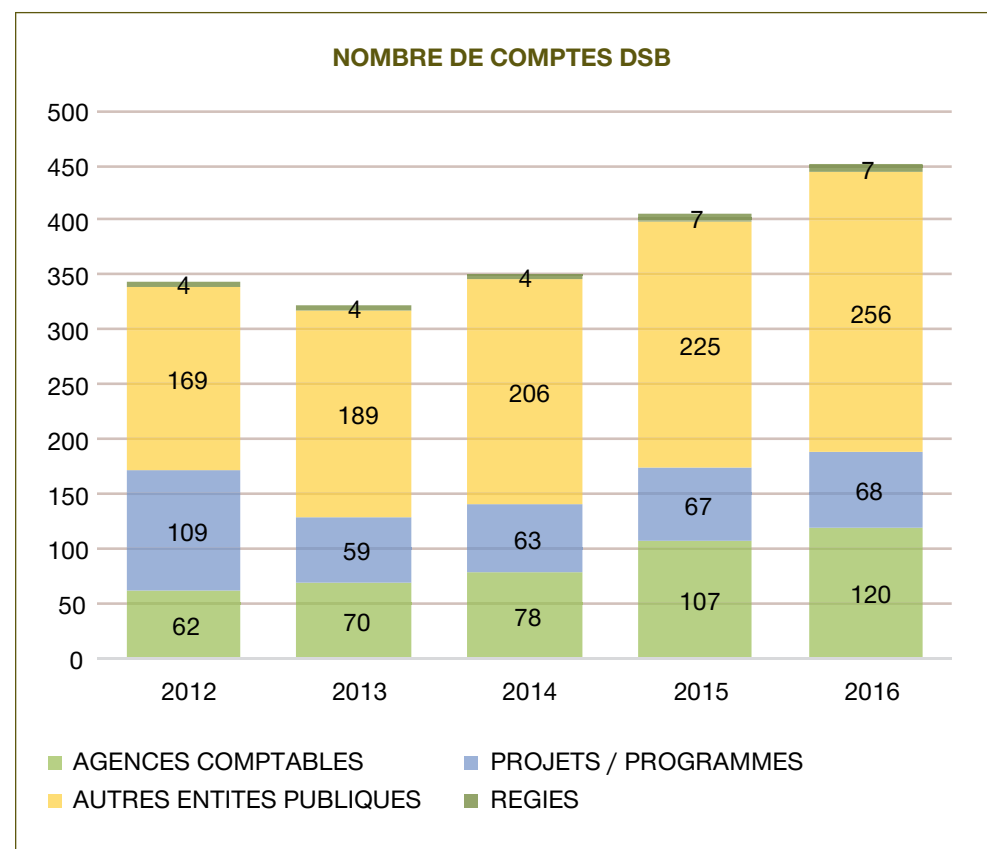


COMPTES	2012	2013	2014	2015	2016
Nouvellement créés	47	71	48	62	32
Comptes ouverts (y compris reprise comptes ACCD)	550	621	521	523	547
Comptes actifs	329	473	417	406	451
Comptes dormants	23	50	81	109	125
Comptes clôturés	198	98	238	8	8
Encours Dépôts en milliards de FCFA	92	57	62	59	53

* Logiciel de règlement de masse.



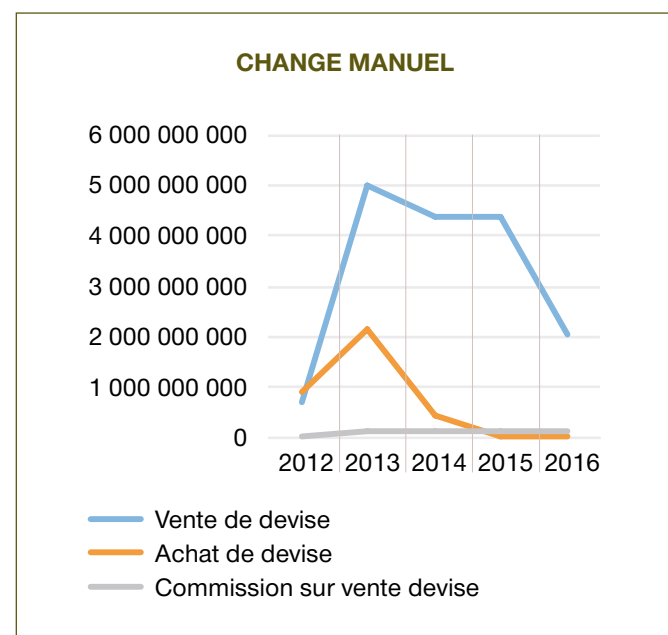
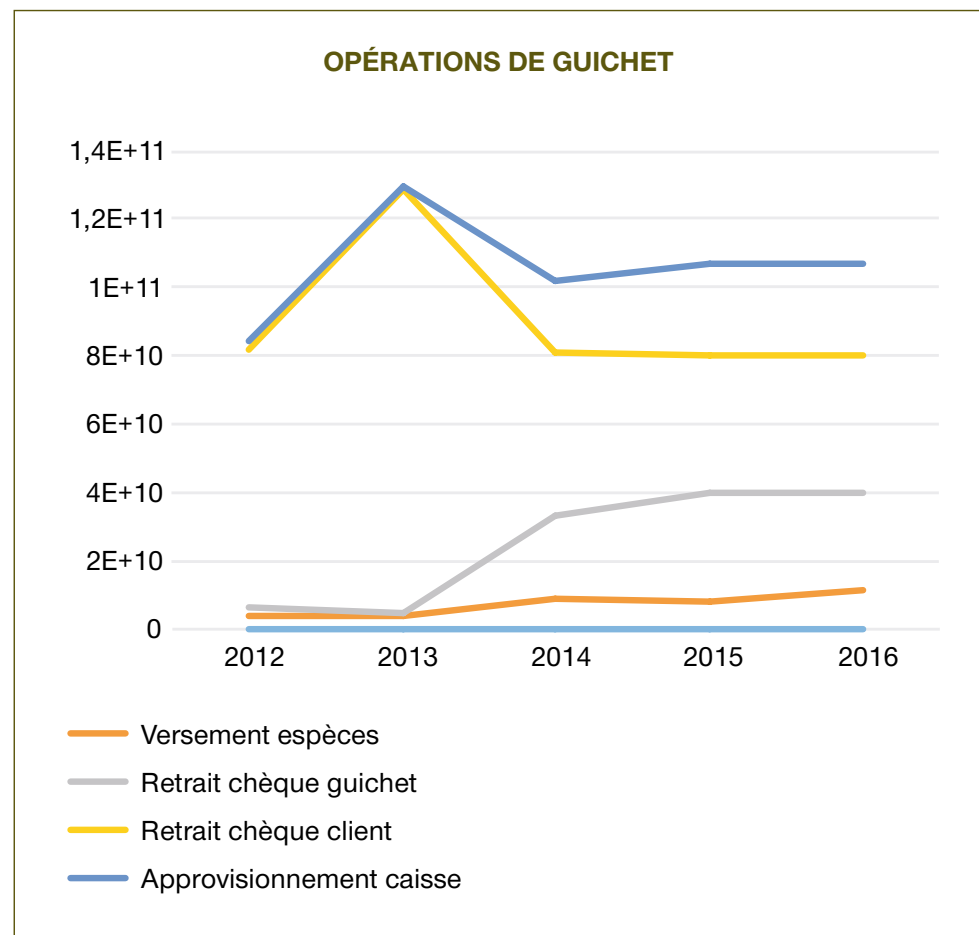
L'activité de change manuel, est en léger recul (-4 %). En effet, les commissions perçues sur la vente des devises rapportent FCFA 143 millions à fin décembre 2016 contre FCFA 149 millions à fin 2015. Quant aux commissions perçues sur les opérations de transfert émis, elles sont en net recul : environ FCFA 79 millions au 31 décembre 2016 contre FCFA 111 millions à la même période en 2015, consécutivement au changement de politique de transfert du principal client sur cette activité (Agence Nationale des Bourses - ANBG).



	2012	2013	2014	2015	2016
Encours global fin de période DAT		7 900	20 800	22 800	10 000

	2012	2013	2014	2015	2016	% 2015/16
Versement espèces	3 478 830 472	3 672 886 862	8 719 865 497	8 181 851 623	10 996 605 101	34%
Retrait chèque guichet	6 237 308 352	4 575 630 198	33 553 073 464	40 046 525 755	39 830 390 631	-1%
Retrait chèque client	81 795 830 967	129 013 878 967	80 716 507 588	80 134 580 163	80 081 775 344	0%
Approvisionnement caisse	84 220 000 000	129 250 000 000	101 800 000 000	107 280 000 000	106 700 000 000	-1%





Les opérations dites “bancaires règlementées”



NGOYO MOUSSAVOU Prisca
SOUS - DIRECTEUR DES OPERATIONS
BANCAIRES RÈGLEMENTÉES

LES PROFESSIONS JURIDIQUES

Evolution de la démarche commerciale :

Le processus de consolidation et de fidélisation de la clientèle juridique entamé depuis 2015 s’est poursuivi au cours de l’année 2016.

Les produits financiers ci-après, adaptés aux besoins des corporations en compte à la Direction des Opérations Bancaires Règlementées (DOBR), seront proposés à la commercialisation en 2017 :

La mise en place d’une caisse de retraite des notaires « CRN », avec une souscription individuelle ;
La mise en place de produits financiers, permettant un accompagnement de la corporation des huissiers dans le cadre de leurs activités en apportant une réponse à leurs besoins d’investissements.

Dans le cadre de la commercialisation de deux produits de financement de la clientèle, un processus d’engagement est en cours de validation auprès de la Direction Générale.

Prise en charge des autres corporations :

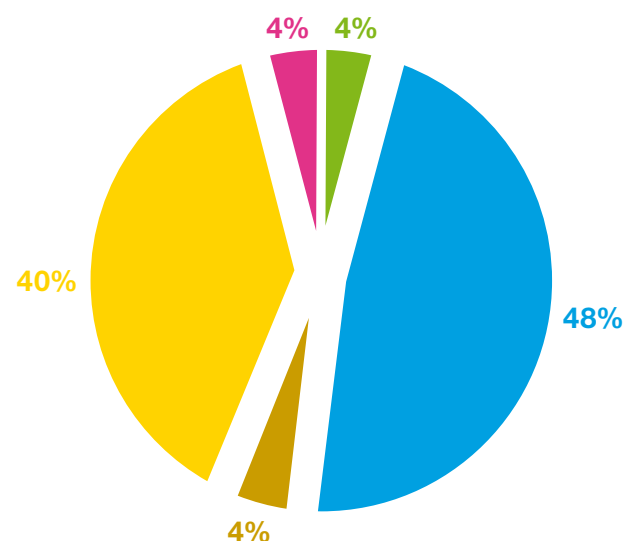
Dans le processus de prise en charge effective de la clientèle attribuée par la loi, la CDC a dû revoir sa stratégie à l’endroit des corporations des avocats et des greffiers.

Répartition du portefeuille client :

Le 02 juillet 2016, le décret portant création de 10 nouvelles charges de notaires a été promulgué en République Gabonaise. Ainsi, la DOBR a vu en juillet 2016 son portefeuille client augmenter avec l’accueil de quatre nouveaux notaires. Nous avons également procédé à l’ouverture du premier compte dans la catégorie des avocats.

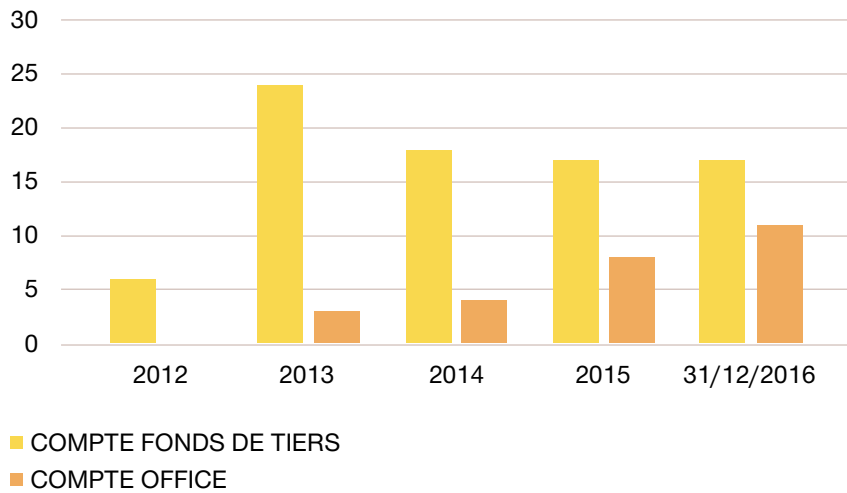
Au 31 décembre 2016, la Direction des Opérations Bancaires Règlementées a en gestion dans ses livres 76 comptes fonds de tiers et 22 comptes office actifs.

NATURE DE LA CLIENTELE DES PROFESSIONS JURIDIQUES



- Cabinet de conseil juridique
- Notaire
- Avocat
- Huissier
- Syndic

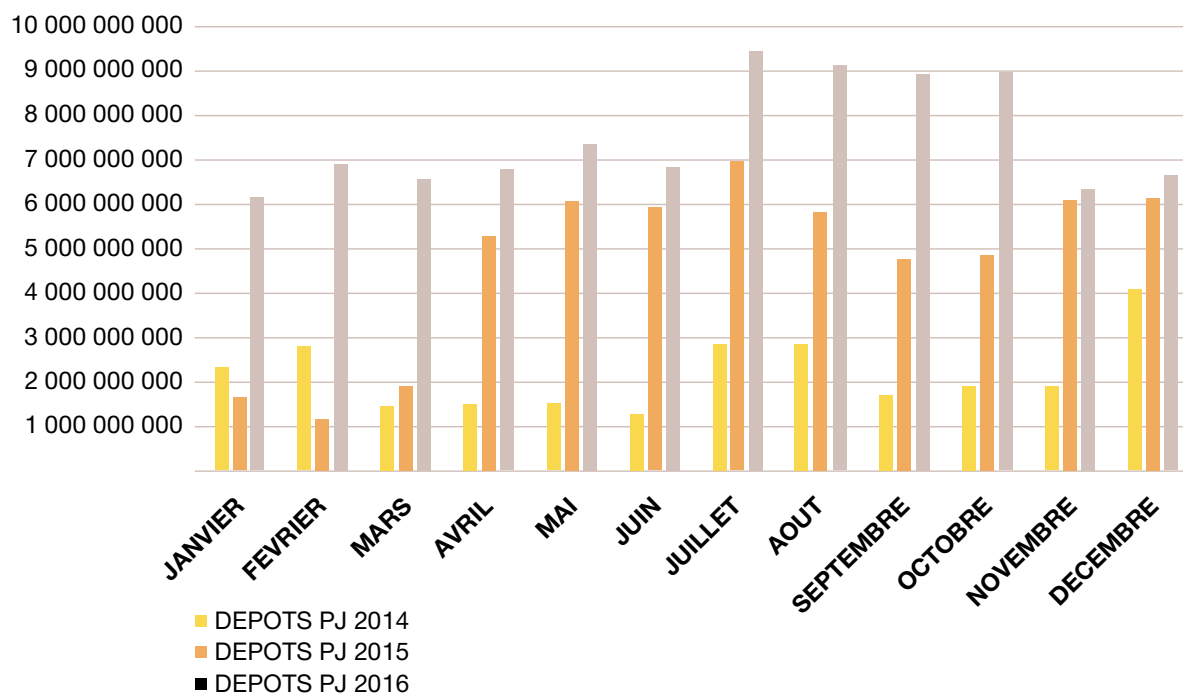
EVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'OUVERTURE DE COMPTE



Croissance du niveau des dépôts :

Les dépôts de la clientèle des professionnels du droit s'élèvent à FCFA 7 479 millions au 31 décembre 2016 contre FCFA 4 714 millions au 31 décembre 2015 soit une hausse de 59 %. Les consignations demeurent l'une des ressources les plus stables, dont le volume croît de façon satisfaisante.

EVOLUTION DES DEPOTS DES PROFESSIONS JURIDIQUES



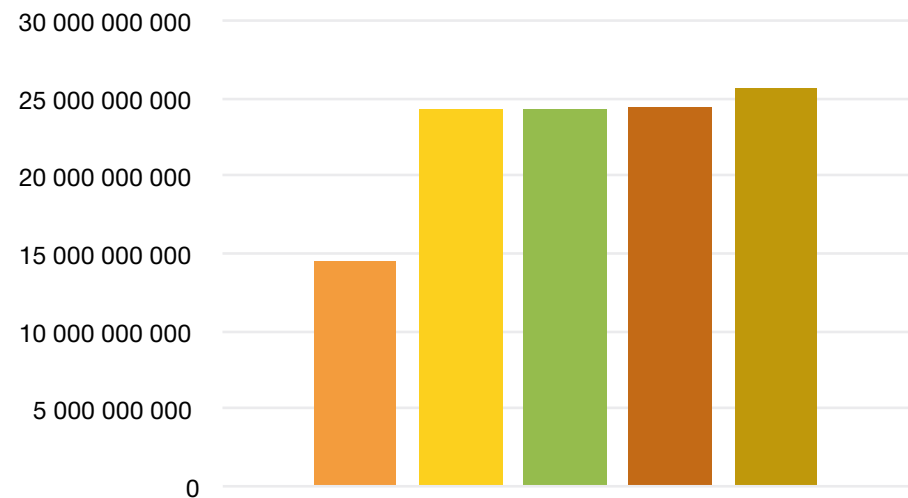
Les cautions douanières :

L'activité des cautions douanières (crédits d'enlèvement) est celle qui a mobilisé plus de fonds. En effet, au 31 décembre 2016 plus de FCFA 5.000 millions ont transité dans les livres de la CDC, et généré FCFA 86,9 millions de produits en 2016 contre FCFA 63 millions en 2015.

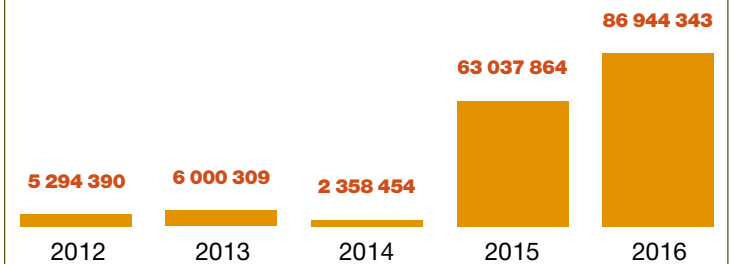
Consignations sur décision de Justice :

Un projet de protocole d'accord a été soumis pour examen au Ministre de la Justice en vue de la domiciliation des Consignations Judiciaires.

ENCOURS DES FONDS CONSIGNÉS



EVOLUTION DES PRODUITS « CAUTIONS DOUANIERES »



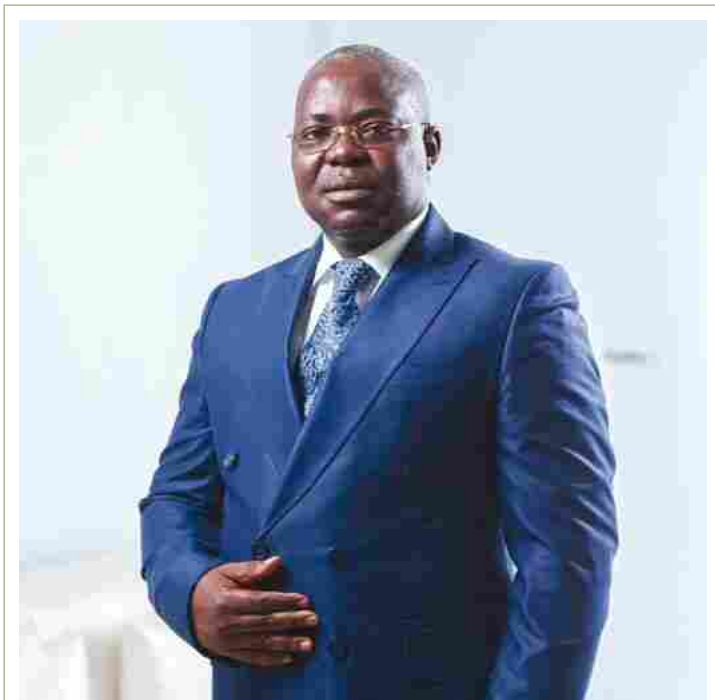
L'épargne Populaire :

La collaboration avec la CDC France a permis une immersion des équipes de la Direction des Opérations Bancaires Réglementées, et de la Direction des Systèmes d'Information au sein de la Direction des Fonds d'Epargne en France. L'objectif étant d'améliorer les caractéristiques du produit d'épargne populaire « OYIS », que notre Institution se propose de lancer.

Au préalable il a été décidé qu'un modèle économique soit élaboré, l'objectif étant de déterminer la faisabilité et la rentabilité du produit « OYIS ».



Le recouvrement du FNH



MBADINGA MAPANGO Michel
DIRECTEUR DU CONTRÔLE & DU RECOUVREMENT

Malgré les difficultés observées lors des opérations de vérification et de recouvrement réalisées auprès de des tiers assujettis au Fond National de l'Habitat (FNH), la Direction du Contrôle et du Recouvrement a orienté sa stratégie sur la fixation des périodes ouvertes au contrôle.

Cette stratégie a permis de rattraper les exercices au cours desquels les bases de calcul du FNH avaient été minorées par les logiciels de paie majoritairement usités par les contribuables.

Ainsi nous avons continué en intensifiant nos actions vers la quasi-totalité des secteurs d'activité à fort potentiel salarial par l'envoi des avis de vérification aux contribuables sur l'ensemble du territoire national.

Le tableau ci-dessous récapitule ces actions au 31/12/2016.

Année	Avis de vérification émis	Nombre de sociétés contrôlé	Nombre de contrôles soldés	Montant recouvré
2015	24	14	10	FCFA 235,2 Millions
2016	94	30	16	FCFA 259,9 Millions

Le recouvrement en valeur absolue de FCFA 259.9 millions en 2016 contre FCFA 235.2 millions en 2015 bien qu'étant en augmentation de 11 %, a été essentiellement réalisé au premier semestre de l'année.

Il est par ailleurs à noter que parmi les cent dix-huit (118) sociétés dont les avis de vérification ont été émis (24 en 2015 et 94 en 2016), seule une quarantaine a connu un début d'exécution des vérifications, soit un taux de couverture de 33 %.

En 2015 et pour la même période c'est-à-dire au premier semestre, les ressources exceptionnelles issues des contrôles étaient de l'ordre de FCFA 160 millions contre FCFA 225 millions en 2016, soit une augmentation de plus de 52 %.



Le funding des projets immobiliers

L'importance des sommes en jeu pour boucler le financement des projets en cours ainsi que ceux prévus pour être lancés à partir de 2017 a nécessité de mettre en place à partir de 2016, une démarche de recherche de financements auprès de différents organismes financiers.

Dans cette optique des contacts ont été noués avec la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), la Banque Africaine de Développement (BAD), ainsi qu'avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC). Certaines banques locales manifestent également de l'appétit pour les projets immobiliers de la CDC.

Les discussions ouvertes avec la BAD portent sur un financement global de l'institution, qui adressera toutefois la finalisation du projet immobilier « les Berges de la Lowé », et la mise en route du mécanisme du Guichet de refinancement de l'Habitat.

La requête adressée à Afreximbank concerne quant à elle le financement du complexe immobilier « Emeraude » composé d'un hôtel 5 étoiles de 100 clés et un centre d'affaires. La BDEAC devrait également intervenir en co-financeur sur ce projet.

Les efforts sont actuellement concentrés sur l'aboutissement de toutes ces négociations dont dépend le lancement des étapes conduisant à la finalisation des travaux des différents chantiers.



La dynamisation des ressources

La dynamisation de la trésorerie

La gestion active du portefeuille de participation
(Asset management)

Les financements/prêts

La promotion immobilière

La dynamisation de la trésorerie

Le volume des fonds composant le portefeuille des instruments de trésorerie a fortement chuté par rapport à l'année précédente, suite à la restructuration des DAT placés à la Banque Gabonaise de Développement (BGD), pour un montant de FCFA 40 000 millions, transformés en un prêt sur 10 ans, avec la garantie de l'Etat.

Les revenus financiers qui sont de FCFA 4 924 millions au 31 décembre 2016 contre FCFA 50 743 millions au 31 décembre 2015 (-3 %) sont justifiés ainsi :

- Perception des intérêts générés suite à l'opération citée plus haut et les intérêts relatifs aux prêts de l'Agence Nationale des Grands Travaux et des Infrastructures (ANGTI), anciennement Fonds d'Entretien Routier (FER) de FCFA 3 159 millions ;
- Hausse des intérêts sur comptes courants associés qui atteignent FCFA 293 millions au 31 décembre 2016 contre FCFA 32 millions au 30 septembre 2015 ;
- Intérêts DAT pour FCFA 845 millions ;
- Intérêts sur les obligations de FCFA 120 millions et FCFA 50 millions au titre des dividendes ;
- Produits hors activités ordinaires en baisse de 12 % avec un niveau de FCFA 290 millions au 31 décembre 2016 contre un montant de FCFA 331 millions au 31 décembre 2015.

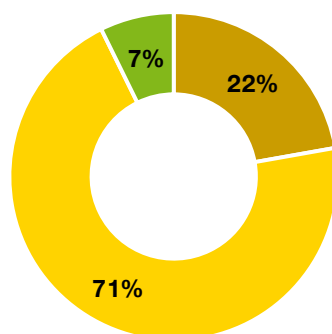
La gestion du portefeuille de participation



MORAU Wilfried
DIRECTEUR DES ETUDES, DE LA STRATEGIE & DES PARTICIPATIONS

PORTEFEUILLE TRESORERIE

DEPOTS A TERME	6 102 657 099
COMPTES COURANT D'ASSOCIES	19 374 927 200
TITRES OBLIGATAIRES GABON	2 000 000 000
TOTAL	27 477 584 299



■ DEPOTS A TERME
■ COMPTES COURANT D'ASSOCIES
■ TITRES OBLIGATAIRES GABON

La périodicité de l'opération de revue du portefeuille a été respectée. Un premier reporting portant sur l'intégralité du portefeuille des participations a été réalisé fin juin 2016 après que les différentes sessions (Conseils d'administration et Assemblées générales) d'approbation des comptes des filiales se soient tenues.

Cette revue, ainsi que celle attendue pour le mois de janvier sur la base des informations provisoires au 31 décembre 2016 sont désormais réalisées sous la supervision intégrale des équipes de la DESP qui se sont appropriées l'exercice au terme de deux (02) années d'accompagnement par AM Capital.



Conformément à la stratégie de stabilisation et de relèvement de la performance du portefeuille des participations adoptée fin 2015, aucune transaction majeure n'a été réalisée pendant l'exercice. Le seul fait majeur notable est la reprise par la CDC de la participation de la société marocaine T2G au capital de la société Avorbam Investments. La CDC en devient donc l'actionnaire unique.

On peut également noter une reconfiguration de la géographie du capital de la Société de Mise en Valeur du Bois (SOMIVAB) avec la reprise par le Groupe LAMBERT, de la totalité des actions antérieurement détenues par la Comilog. La part de la CDC au capital est quant à elle passée de 10,32 % à 14 % avec le rachat de parts de quelques minoritaires désireux de se retirer du capital.

Sur un autre plan, les représentants de la CDC auprès des sociétés participées ont mis en œuvre les recommandations des équipes d'investissement visant des restructurations stratégique, commerciale et opérationnelle de l'activité, afin de créer davantage de valeur ajoutée et accroître la rentabilité de la CDC. Il en est ainsi de la restructuration en cours des sociétés Rougier Afrique International (RAI) et Plantations Forestières de la Mvoum (PFM).

RAI s'oriente vers une stratégie de cession des concessions forestières non rentables et le développement de l'exploitation en République Centrafricaine pour laquelle on escompte nombre d'externalités positives sur l'activité au Congo et au Cameroun.

PFM vient de signer un important contrat de fourniture de grumes d'Okoumé avec Gabon Special Economic Zone (GSEZ) de Nkok qui devrait permettre de booster son business model et redresser la trajectoire des résultats. Les situations de certaines contreparties telles que la BGD, IG Télécom, SFM Gabon et GMDC demeurent préoccupantes.

A défaut de provisionner partiellement ou en totalité, des solutions radicales devraient être envisagées et mises en œuvre courant l'exercice 2017.

PARTICIPATION CDC	NOMBRE D'ACTIONS ACQUISES	PART DU CAPITAL REPRÉSENTATIF	MONTANT PARTICIPATION EN FCFA	DATE DE LA PRISE DE PARTICIPATION
Société Nationale Immobilière (SNI)	5 000	4%	50 000 000	18/02/2011
Société de Mise en Valeur du Bois (SOMIVAB)	11 084	13%	401 684 076	06/06/2011
SFM GABON	340	34%	1 155 000 000	29/07/2011
Grande Mayumba Development Company (GMDC)	100	10%	325 900 000	29/07/2011
Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG)	11 500	0,50%	800 000 000	26/10/2011
Banque Gabonaise de Développement (BGD)	434 374	12,05%	2 140 595 072	06/11/2011
Société Meunière et Avicole du Gabon (SMAG)	20 771	5,20%	600 000 000	15/11/2011
Resources Golden Gram GABON (REG)	93 449	25%	3 922 000 000	07/12/2011
Rougier Afrique International (RAI)	35 000	35%	15 749 527 570	29/12/2011
Société Nationale du Logement Social (SNLS)	2 000	50%	20 000 000	21/03/2013
NOVEC GABON	3 000	40%	12 000 000	29/04/2013
Société Gabonaise des Plantations Forestières de la Mvoum (SGPFM)	11 250	15%	950 006 250	06/05/2013
HELI UNION GABON	720	2,61%	25 200 000	01/07/2013
AIRTEL GABON	6 883	1,15%	3 612 198 400	26/07/2013
IG TELECOM	22 500	15%	2 941 000 000	30/12/2013
Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré)	40 000	8%	1 000 000 000	24/01/2014
Amethis West Africa (AWA)	850	11,09%	1 259 000 000	24/06/2014
AFREXIMBANK	186	0,40%	1 541 203 000	31/12/2014
AVORBAM INVESTISSEMENTS	10 000	100%	100 000 000	16/02/2015
ACE GABON	1		10 000	24/08/2015
SOCIETE D'ENERGIE ET D'EAU DU GABON (SEEG)	2 500	0,16667%	150 000 000	05/11/2015
TOTAL PARTICIPATION CDC			36 755 324 368	



Le Siège de la CDC

Le projet de construction du siège de la CDC connaît fin Décembre 2016, un état d'avancement global financier de l'opération de 52.79 % pour un ratio ouvrages réalisés de plus de 40 %. Le Marché des travaux a été conclu le 23 Janvier 2015 avec HESTIA / SOCO - BTP devenue CCE. Dans les conditions actuelles, la fin des travaux est prévue pour fin 2017.

Les Berges de la Lowé

Reprise des travaux après que la Direction Générale a opté pour la mise en place des « paiements directs » aux fournisseurs de Mika Service afin de garantir un rythme des travaux permettant la livraison des terrassements dans un délai raisonnable.

La promotion immobilière

Emeraude

Ce projet est une fierté particulière dans sa phase de conception. La CDC a su s'entourer pour l'occasion d'une expertise haut de gamme, à la hauteur de l'ambition affichée, notamment, comme accompagnement stratégique financier : MAGNOLIA INVEST MAROC ; comme assistant à Maître d'ouvrage : CENAN AFRIQUE DEVELOPPEMENT MAROC ; comme Maître d'œuvre de conception : GROUPEMENT D'ARCHITECTES RACHID ANDALOUSSI BENBRAHIM ASYMETRIK FACTORY - DESTINY ARCHITECT et enfin comme Bureau d'Etude Technique et mission OPC : Novec Maroc et Novec Gabon.

Une levée de fonds est en cours pour boucler le financement du projet.

AQUILLA

Baptisé AQUILA, le projet de construction d'un immeuble de bureaux à vocation de location en immobilier professionnel de haut standing, est quasiment à 75 % de taux de réalisation. Le bâtiment offrira une surface utile totale de bureaux de 1866 m².

La livraison du gros œuvre est prévue pour décembre 2016, tandis que le second œuvre devrait être achevée pour la rentrée 2017.

Bougainvilliers 1 & 2

Les 220 appartements du lotissement Les Bougainvilliers ont été réceptionnés le 08 Décembre 2016 avec des réserves mineures qui ont progressivement été levées par la société T2G. Leur commercialisation a été confiée à la société Afrik Value. Au 31 décembre 2016, une trentaine d'appartements est en phase d'être vendue.

Bougainvilliers 3 (Nouveau projet)

Le promoteur Avorbam Investments, filiale de la CDC, envisage de réaliser la construction de 200 logements à la suite de l'ensemble résidentiel Les Bougainvilliers 1 & 2. Le site choisi, d'une superficie de 7.63 Ha est dans le prolongement du premier lotissement.

Bougainvilliers 3 proposera un cadre de vie articulé autour d'un jardin public, un parking de près de 200 places, une aire de jeu, un espace polyvalent couvert et un centre commercial ainsi que 200 logements déclinés en 06 Typologies.



Les fonctions supports

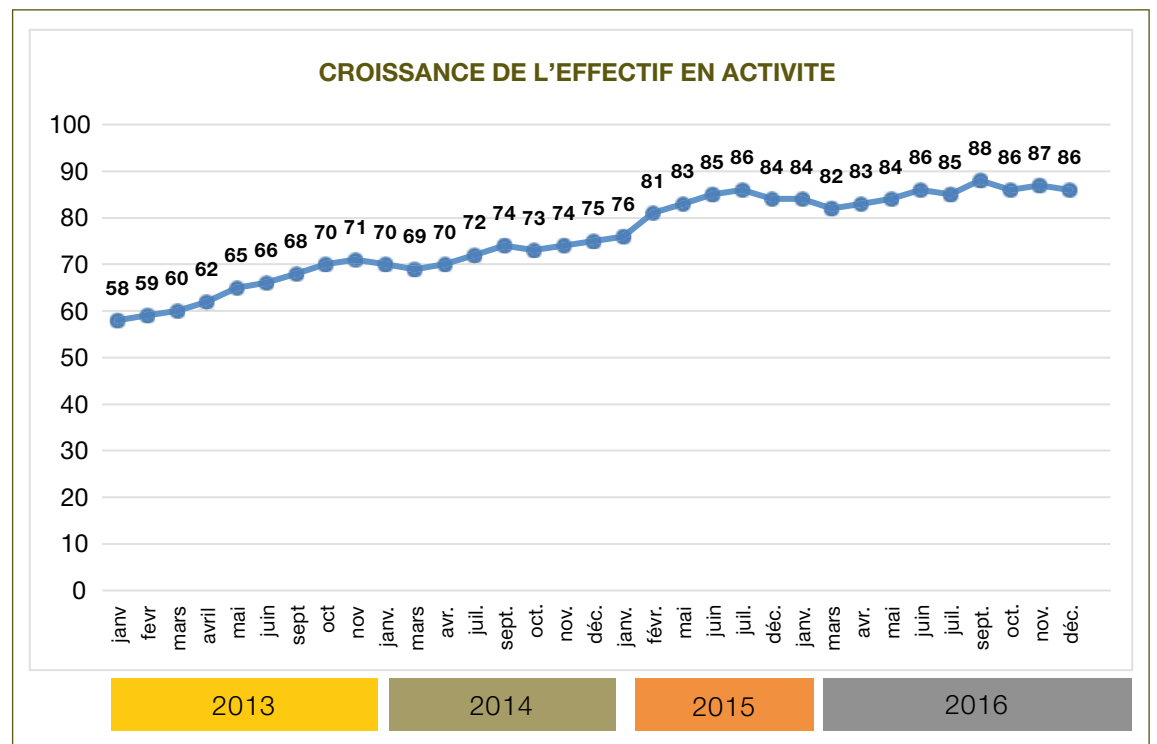
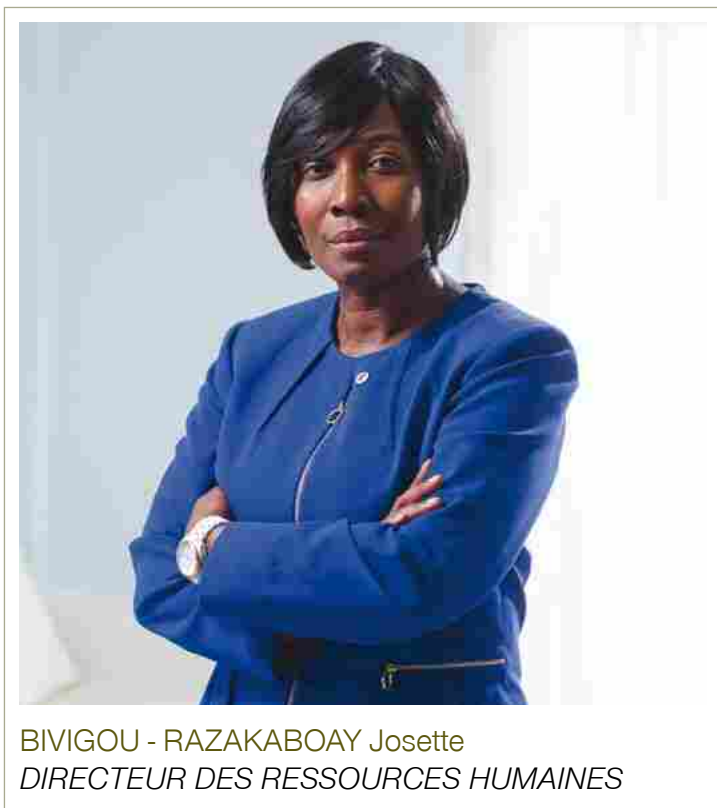
Les ressources humaines

Les systèmes d'information

Les moyens généraux

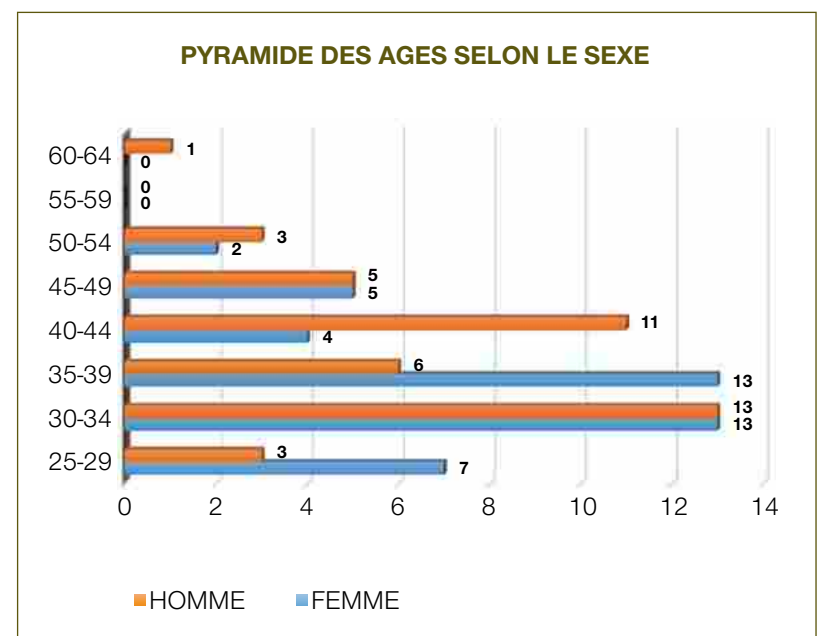
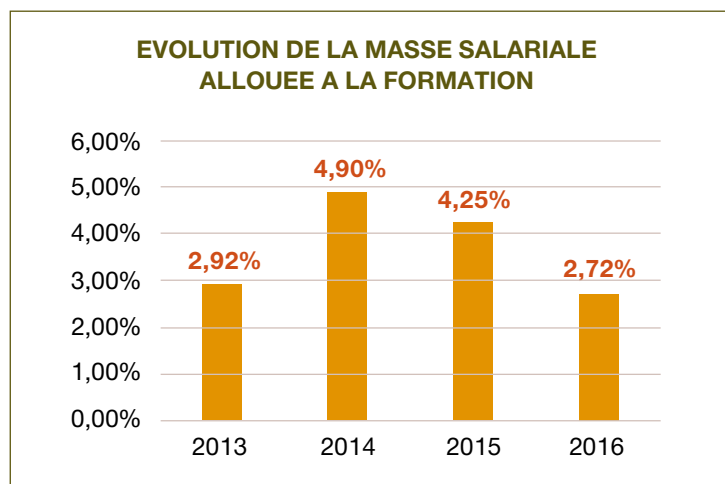


Les ressources humaines

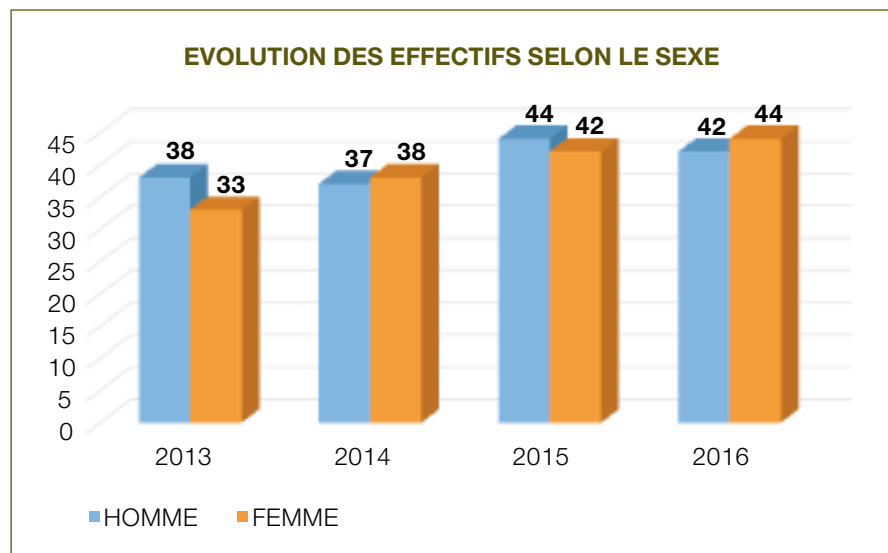


A la suite de l'évaluation à mi-parcours du plan stratégique 2012 - 2016, la Caisse des Dépôts et Consignations a décidé de réorienter sa politique des ressources humaines en optimisant davantage le rendement des compétences existantes et en développant les actions de mobilité interne, avec pour conséquence directe des recrutements moins intenses. L'objectif final étant de veiller à l'équilibre de son compte d'exploitation par la maîtrise de ses charges salariales.

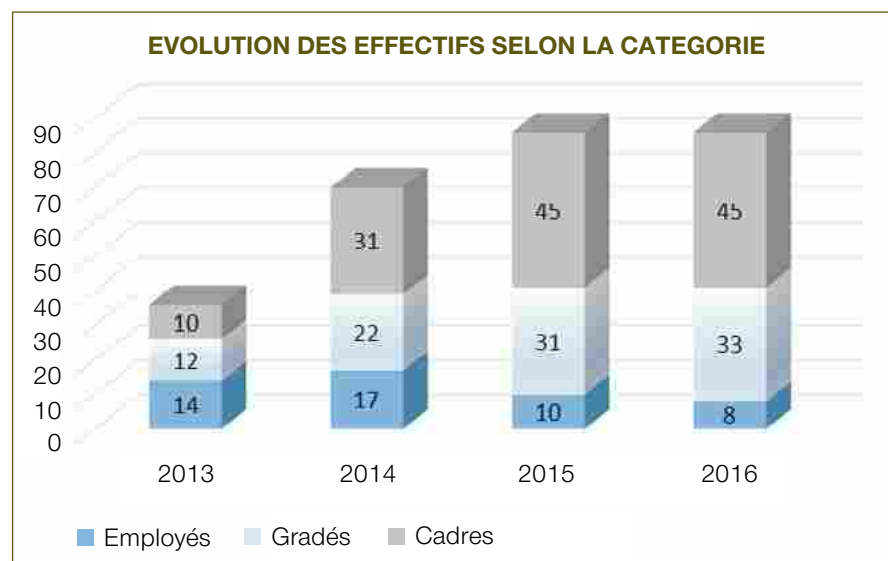
Outre le développement de la mobilité interne, la consolidation des procédures RH et le renforcement du sentiment d'appartenance demeurent des actions permanentes de la gestion des Ressources Humaines au sein de la CDC en vue de soutenir la performance de l'Institution.



Les Systèmes d'information



	Entrées		Sorties		Effectif / Sexe		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	
2013	5	10	0	0	33	38	71
2014	7	1	2	2	38	37	75
2015	5	7	0	0	42	44	86
2016	4	4	3	3	44	42	86



MOUKOUMBI Edgard
DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION
& DE LA MONETIQUE

En 2016, la Direction des Systèmes d'Information et de la Monétique (DSIM) a conduit à terme trois (3) projets à savoir :

- L'implémentation de l'outil de lutte anti-intrusion « IBM Security Network Protection » ;
- La mise en production de l'outil de rapprochements bancaires « SAGE FRP TRESORERIE » ;
- La mise en production de l'outil LANDPARK pour la gestion du parc informatique.

Par ailleurs, la DSIM s'est impliquée fortement aux côtés de la DFC, la DSB

et la DACI lors de la mission de Sopra Banking Software relative à la Revue Globale du Traitement de la Compensation. Dans la continuité de cette action, elle a procédé à l'optimisation et l'automatisation des transferts des fichiers au cours du processus de Télécompensation et mis en production le contrôle visuel des chèques. La même implication a été observée dans la mise en production de l'outil ALM « CEDRE » avec HIRAM FINANCE.

Le déploiement des outils Barberousse pour le Traitement des salaires et Web-Banking, se poursuit avec le support et l'assistance à la clientèle concernée.

L'accompagnement des services de la CDC dans la satisfaction de leurs besoins n'aura pas été en reste. Une nouvelle politique pour la gestion des impressions a été implémentée et le déploiement devra s'étendre progressivement. Cinq (5) projets sont en cours et doivent se poursuivre en 2017. Il s'agit notamment de :

- L'outil KM TOOLS pour la production de la liasse fiscale et des éditions de paie ;
- La Gestion Electronique des Documents (GED) ;
- La Centrale des Incidents de Paiement (CIP) de la BEAC ;
- La mise en place de la chambre de compensation pour le compte de l'ARCEP ;
- La construction du Réseau informatique et des Data Center du futur siège de la CDC et du futur site de secours à l'immeuble AQUILLA.

Les moyens généraux



MISTOUL NTCHORERE Aimé Gérard
DIRECTEUR DES MOYENS GENERAUX

La Direction des Moyens Généraux a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie de réduction des coûts de fonctionnement (Assurance, transport, matériel de bureau...), par les moyens suivants :

- Recherche de réduction des frais généraux (rationalisation des achats) ;
- Poursuite de la mise en concurrence quasi systématique des fournisseurs (Appels d'offres, sélection des fournisseurs) ;
- Mise à jour et transmission à la hiérarchie des procédures de la DMG (Gestion des achats, de la sécurité, des contrats, des véhicules).

En outre, la direction a procédé à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de sécurité de la CDC, et organisé des exercices d'évacuations des locaux en collaboration avec les sapeurs-pompiers. Au courant de l'année, aucun incident majeur n'a été enregistré.



Les fonctions de pilotage

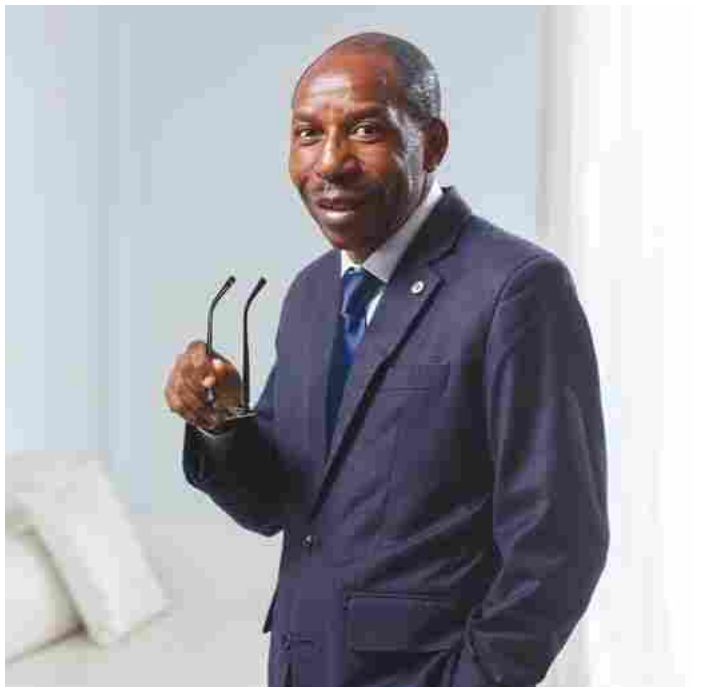
Le pilotage comptable et financier

L'audit et le contrôle interne

La gestion Actif - Passif

Le diagnostic du positionnement concurrentiel

Le pilotage comptable et financier



MAKITA Jean Bruno
DIRECTEUR FINANCIER & COMPTABLE

Pour Direction Financière et Comptable, l'année 2016 aura été marquée par l'acquisition des logiciels de traitement des informations comptables et leur mise en production.

Il s'agit notamment du :

Logiciel d'automatisation des rapprochements bancaires

La CDC a contracté avec la société Logiciel et Services. Après une phase test, le module a été implémenté avec succès.

Logiciel d'automatisation de la liasse fiscale

Le logiciel a été acquis auprès de la société KM SOFTWARE. Après la phase test, la bascule en production a été autorisée.



L'audit et le contrôle interne



LILLARD Lucienne
DIRECTEUR DE L'AUDIT & DU CONTROLE
INTERNE

L'activité à la DACI a été essentiellement centrée sur la PHASE I de l'analyse des opérations de compensation traitées de 2009 à 2015 en vue d'apurer les suspens issus des opérations non débouclées.

Cette phase a notamment consisté à ressortir et analyser les schémas comptables paramétrés, dans notre Système d'Information (SI), d'année en année pour chaque type d'opérations dans le processus de traitement des opérations de compensation.

Les anciens schémas comptables ont été comparés au nouveau script implémenté en Avril 2016, suite Ces travaux effectués en collaboration avec la DSIM et le consultant SOPRA, afin d'isoler les anomalies apparentes dans les comptes.

Ces travaux ont permis :

1. De proposer la mise en place de nouveaux schémas et de comptabiliser des écritures correctives, après revue et validation du CAC, afin d'aboutir à un lettrage manuel des écritures de 2009 à 2015 ;
2. De constater la reprise du montant de la provision comptabilisée en 2015 de FCFA 905 Millions, pour risques et charges, en contrepartie du compte de compensation Valeurs non imputées « 3 870 000 000 ». Cette reprise a contribué à l'amélioration du résultat net pour l'année 2016 ;
3. De constater la reprise de FCFA 11 059 Millions écrasé dans le bilan d'ouverture de la CDC en 2014, au crédit du compte de compensation Valeurs non imputées « 3 870 000 000 », car il a été déterminé que la source des écarts dans ce compte et d'autres était plutôt due à l'absence d'un script/processus adapté au cours des premières années. Cette reprise a permis un rétablissement du total des fonds propres de la CDC.

En définitive, ce travail avec pour objectif l'apurement des suspens, a permis la comptabilisation des régularisations et par conséquent la diminution de la volumétrie des comptes de compensation dans le bilan. Le solde global des comptes de compensation a été considérablement ramené à un niveau cohérent en fin d'exercice 2016.

En ce qui concerne l'activité ordinaire de la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne, nous pouvons relever que le plan des contrôles a été réalisé à 82 %, tandis que le plan d'audits est, quant à lui réalisé à 62 %.

En matière de surveillance des risques, la finalisation de la revue de la cartographie a permis de définir la cotation des risques existants et potentiels et d'envisager les actions correctives à mener pour en réduire l'occurrence et l'impact.

Suite aux recommandations du cabinet DELOITTE et du Comité d'Audit et des Risques, nous avons procédé à la détermination des indicateurs pour les risques majeurs, en vue d'affiner le tableau de bord de suivi des risques.

Les travaux de fin d'exercice ont permis de contrôler et évaluer le processus d'élaboration de l'information financière.

Enfin, un suivi des recommandations consécutives aux évaluations issues des audits internes et des évaluations des Commissaires aux Comptes (CAC) a été effectué pour s'assurer de ce que les acquis demeurent.

SOLDE DES COMPTES DE COMPENSATION A FIN 2016 VS ANNEES ANTERIEURES

	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	18/02/2011
TOTAL DES SOLDES DES COMPTES DE COMPENSATION	- 5 802 297 049	- 30 936 088 017	- 29 409 193 377	- 19 361 655 446	- 20 471 433 891	- 236 253 028

La gestion

Actif - Passif (ALM)

La Caisse des Dépôts et Consignations a depuis 2012 implémenté un outil de gestion Actif - Passif, dont les objectifs sont de :

- Gérer le risque de liquidité de la CDC ;
- Limiter l'impact du risque de contrepartie ;
- Dynamiser les excédents de trésorerie disponibles et atteindre des meilleures conditions de rentabilité ;
- Optimiser le résultat en préservant la marge de taux.

Dans le même ordre d'idées, une connaissance accrue du comportement dans le temps de l'actif et du passif du bilan est hautement nécessaire au succès de la démarche ALM. Autrement dit connaître de manière approfondie la dynamique du bilan de la CDC, pour déboucher sur un pilotage proactif du bilan financier.

Depuis lors, les travaux ci-dessous ont été menés :

- En 2012 nous avons mis en place la structure de base de la gestion ALM en modélisant l'ensemble des lignes du bilan, ce qui nous a permis de développer un modèle de calcul des gaps de liquidités, notamment de façon plus complexe de modéliser l'écoulement des dépôts ;
- En 2013, les travaux ont principalement ciblé le développement d'un modèle d'allocation d'actif, qui est passé par : la définition de canton d'allocation, en y intégrant les benchmarks des différentes possibilités d'allocation notamment les couples rendement/risque ; nous avons renforcé l'approche risque en y intégrant un modèle de notation interne des contreparties, et la méthodologie de calcul de fonds propres économiques ;
- En 2014, nous avons intégré dans l'outil ALM la prise en compte des flux internes de fonctionnement, et donc une dimension de contrôle de gestion, de façon à prendre en compte les performances des métiers pour que le modèle d'allocation ne prenne plus seulement en compte le benchmark des couples rendement/risque du marché, mais tienne aussi et surtout compte de l'historique de performance des métiers (cantons).

Les travaux de l'ALM ont permis de calibrer les performances attendues des métiers, et donc d'adosser la structure cible du bilan aux objectifs stratégiques et opérationnels, d'où l'utilisation de l'outil ALM pour la fixation des objectifs chiffrés dans la lettre de cadrage budgétaire.

Enfin, l'outil gère trois référentiels :

- (i) Un référentiel Trésorerie pour le traitement des opérations liées ;
- (ii) Un référentiel ALM/Risque pour le pilotage des ressources et fonds propres ;
- (iii) Un référentiel Contrôle de Gestion orienté suivi et pilotage budgétaire.



Innovation

La Lutte contre les changements climatiques
Le Concours Graines de Manager
CDC Capital

La lutte contre les changements climatiques

La **Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)**, le **Fonds Vert pour le Climat (ou Green Climate Fund : GCF)** et le **Conseil National Climat (CNC)** bâtissent une collaboration tripartite stratégique pour financer des programmes de développement à faibles émissions et résilients aux changements climatiques. L'objectif principal est l'identification de projets/programmes éligibles au GCF qui conduisent à ce changement de paradigme.

En charge de la stratégie climat du Gabon, le CNC a été reconnu par le Ministère du Développement Durable comme Autorité Nationale Désignée (AND) auprès du GCF qui est le mécanisme financier onusien rattaché à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). La CDC a été approchée par l'AND pour être le Partenaire de Prestation de cette relation tripartite. Ce statut correspond à un premier palier d'accréditation qui a su être atteint à l'issue de près de deux années de discussions et procédures administratives durant lesquelles les procédures internes de la CDC ont été éprouvées.

Suite à cette évaluation, la CDC est donc devenue l'intermédiaire financier remplissant les critères de gestion fiduciaire nécessaires, et permettant de canaliser les financements préparatoires aux activités du GCF en faveur de l'AND.

Cette collaboration tripartite a abouti à l'octroi par le GCF au Gabon d'une subvention d'un montant de USD 300 000 qui prévoit les premières actions de l'implémentation du cadre juridique et fonctionnel de l'organisme onusien au Gabon ; ainsi qu'un appui préparatoire (readiness support) pour le renforcement des capacités de l'AND afin d'assurer un suivi optimal des activités du GCF.

La mise en œuvre de cet accord de don va permettre le recrutement d'un consultant international au premier trimestre de 2017. Le but de cette mission de ce consultant sera d'améliorer la capacité du CNC, d'établir une procédure de non-objection des projets, et de définir un cadre stratégique pour l'engagement avec le GCF qui se matérialisera par dans la définition d'un programme pays pour l'identification des projets climatiques prioritaires.

Le Gabon devra diffuser des informations sur le Fonds et traduire les procédures et messages clés y relatifs. Parallèlement, le GCF devra comprendre les priorités de l'Etat en termes de programmes, identifier les partenaires clés pour assurer la gestion de la prestation, tout en soutenant le CNC dans les domaines nécessitant un développement plus approfondi.

Ce premier accord de don fait l'objet de différentes tranches de paiement. L'année 2016 s'achève sur la réception par la CDC de la première partie de cette subvention (USD 120 000). Le reste du financement sera perçu suite à la remise d'un rapport intermédiaire financier faisant foi de la bonne exécution des premiers fonds courant 2017.

Le premier dialogue structuré entre l'Afrique et le GCF auquel la CDC a participé en octobre 2016 à Capetown (Afrique du Sud), a permis à chaque pays participant d'acquérir entre autre une meilleure compréhension du fonds ainsi que l'identification des différentes entités de mise en œuvre pour les AND.

Il s'agit d'un second palier d'accréditation sur lequel la CDC s'est lancée parallèlement à son activité de partenaire de prestation. Pour ce nouveau palier, un renforcement de capacités sera nécessaire pour pouvoir allier capacités fiduciaire et technique, assurant les sauvegardes environnementales et sociales. Le but sera d'être apte à mener à bien des projets ou programmes s'inscrivant dans la stratégie climat ou de développement durable du pays.

Pour lors les entités de mises en œuvre répertoriées au GCF sont pour la plupart des structures multinationales à l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ou la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Les entités nationales telles que la CDC sont fortement encouragées à relever ce challenge en vue de mettre en avant l'appropriation nationale prônée par le GCF.

En fin 2016, la CDC est la seule structure nationale d'Afrique centrale à pouvoir gérer les financements du GCF en tant que partenaire de prestation. Elle est également la seule à s'être lancée le challenge de l'accréditation au statut d'entité de mise en œuvre pour lequel il lui sera possible de gérer les financements GCF des autres pays de la sous-région.



Le concours Graines de Manager

A l'occasion du lancement de la 2ème édition du concours Graines de Manager, la thématique du numérique a été présentée comme un enjeu stratégique pour les organisations, qu'elles soient publiques ou privées dans une économie destinée à devenir émergente.

Il fallait en conséquence intéresser les jeunes porteurs de projets, qui ont concouru dans le cadre de cette édition à cette thématique du numérique pour afin qu'ils développent leurs talents et des solutions pour améliorer leur environnement.

Les participants ont compris que de nouveaux projets peuvent venir bouleverser les marchés traditionnels, car le numérique offre des relais de croissance formidables. Les réseaux sociaux ne sont plus seulement des relais de communication, mais aussi et surtout des outils d'amélioration de la connaissance client. C'est pourquoi les entreprises et les organisations doivent changer leur culture. Soutenir un incubateur de start-up ou un lab-innovation peut aider à se mettre à jour dans ce processus de transformation digitale et attirer plus de talents.

Graines de Manager est un concours qui œuvre pour rendre palpable cette transformation digitale, mais aussi en matérialiser le concept d'innovation :

- Innovation dans la cible, parce que nous ciblons particulièrement les étudiants entrepreneurs, en les formant de façon complète et soutenue ;
- Innovation dans l'organisation, en mobilisant toujours plus d'expertise, et plus de professionnels dans le processus de formation, et d'accompagnement des étudiants entrepreneurs ;
- Innovation dans l'ouverture à la globalisation des économies, parce que nos étudiants entrepreneurs ont pu pendant les formations dispensées, et à l'occasion de leurs travaux et recherches découvrir et s'inspirer de nombreux modèles économiques ayant fait leurs preuves ailleurs ;
- Innovation dans les valeurs qui encadrent toutes les activités des parties prenantes à ce concours : l'Imagination, le Respect et l'Ethique, le Travail en équipe, et enfin la Détermination.

La 2ème édition, a permis de primer les quatre (4) meilleures équipes en compétition : ESGIS / ESM / BBS / IUSO, sous le regard de Madame Madeleine BERRE, Ministre en charge des PME, et avec le soutien de 38 membres du jury, de 23 partenaires publiques et privés.



La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a signé avec la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (Islamique Corporation for the Development of the Private Sector – ICD), Membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), un Protocole d'Accord pour la création d'un véhicule d'investissement et de capital-investissement dédié au financement des PME - PMI gabonaises.

Ce Protocole d'Accord marque une étape importante dans les discussions que la CDC a entamé avec cette institution financière internationale de développement, en mai 2016, lors des Assemblées annuelles du Groupe Banque Islamique de Développement (BID), tenues à Jakarta (Indonésie). Il doit ainsi mener à la concrétisation prochaine du montage d'un Fonds d'investissement soutenant le financement en capital des PME / PMI au Gabon avec un rayonnement dans la sous-région.

La création d'un fonds d'investissement dédié au financement en capital des PME / PMI locales innovantes constitue en effet, le chaînon manquant d'un univers financier local dominé par des banques commerciales peu disposées à prêter aux PME.

Grâce à cet outil la CDC va pleinement jouer son rôle de soutien aux entreprises locales, mais surtout offrir au Gabon un formidable accélérateur de croissance et de développement en termes de densification du tissu économique.

Les deux institutions se sont engagées à créer un fonds d'investissement dédié au financement en capital des PME / PMI d'une taille cible de FCFA 20 milliards. La SID s'est engagée à apporter FCFA 6 milliards (la SID ne pouvant en aucun cas être au-delà de 33 % de la taille cible du Fonds d'investissement), quand la CDC devrait concourir à hauteur de FCFA 7 milliards. Les FCFA 7 milliards restants devraient être levés sur la base d'un road show auprès de potentiels investisseurs locaux et internationaux.



Coopération

COP 22

Assemblées annuelles de la BID

Assemblées annuelles de la BAD

Forum des Caisses de dépôt

Participation à la COP 22



Rencontre avec le Fonds vert pour le Climat (GCF)

Le mardi 15 novembre 2016, la délégation gabonaise, conduite par le Pr Guy ROSSATANGA RIGNAULT, Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République accompagné du Conseil National Climat et de la Caisse des Dépôts et Consignations, s'est entretenu avec le Fonds Vert Climat représenté par Messieurs Javier MANZANARES, Directeur exécutif du GCF et Ousseynou NAKOULIMA, Directeur Programmation par pays.



Signature mémorandum pour l'épargne domestique africaine

La CDC a participé à un évènement organisé par la Caisse des Dépôts et Gestion (Maroc) sous le thème de « L'épargne domestique africaine au service d'un développement bas carbone et résilient au changement climatique ». Tenu dans le stand du Maroc au pavillon Afrique, l'évènement a donné lieu à la signature d'un mémorandum pour la mise en place d'une plate-forme de mobilisation de l'épargne africaine pour stimuler l'investissement bas carbone en Afrique.

La collaboration s'est faite avec les autres Caisses des Dépôts Africaines (Maroc, Tunisie, Mauritanie, et Sénégal) ; aux côtés d'un fonds d'investissement panafricain Africa 50, du Fonds de pension public nigérian (PENCOM), de la CDC France et de l'Agence française de Développement. Les signataires invitent d'autres structures de financement du développement à les rejoindre.

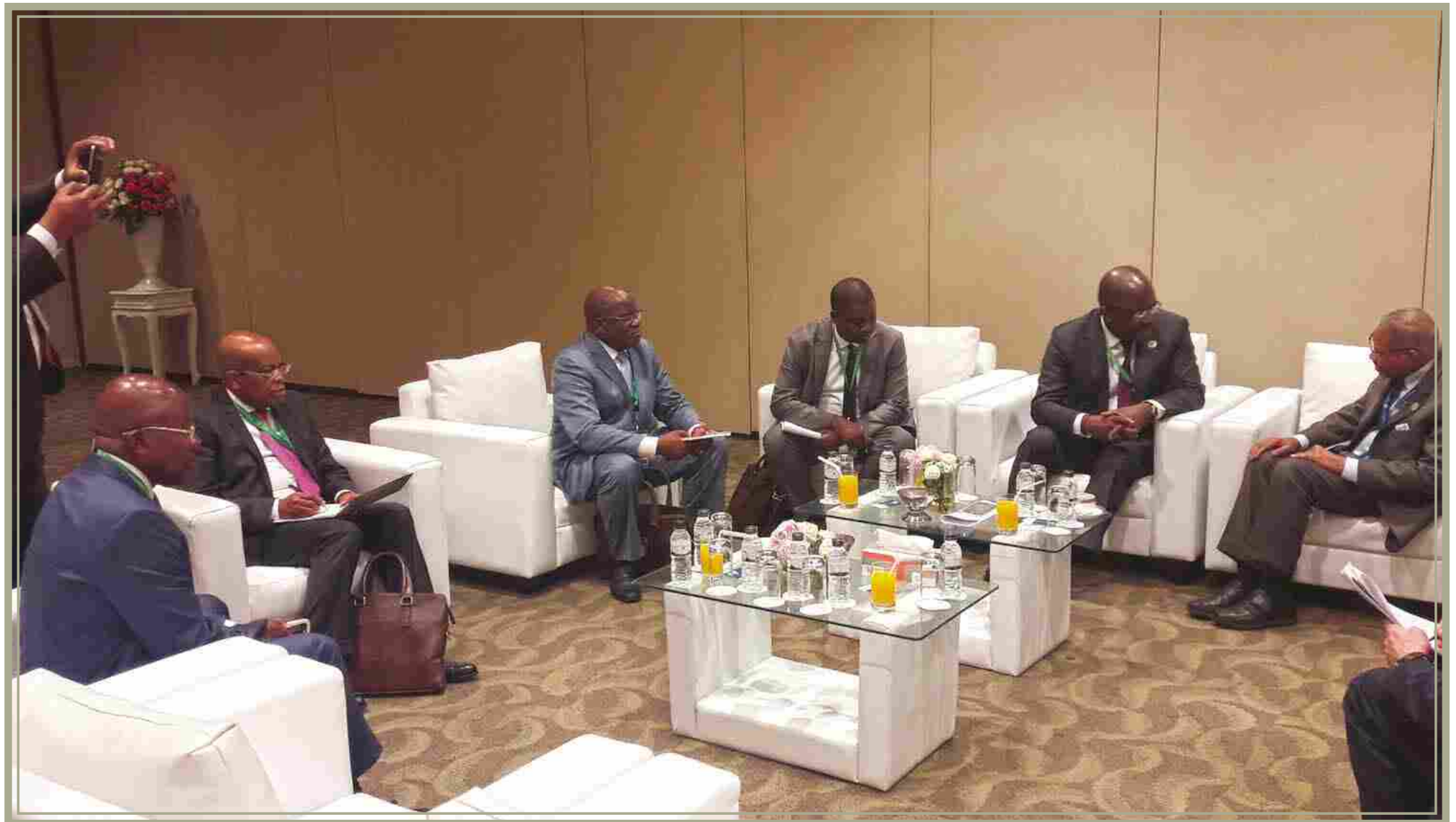
L'objectif étant de financer les besoins en financement colossaux que vont générer la mise en œuvre des contributions nationales (NDC) pour les pays africains ; la CDC se félicite d'avoir participé à cet engagement qui aura un fort impact positif sur l'ensemble du continent.

A travers ce réseau, la CDC souhaite apporter sa contribution à la mobilisation de l'épargne domestique et mettre ainsi à la disposition des projets climatiques, des moyens de financement supplémentaires.



Autres évènements

Participation en mai 2016, aux Assemblées Annuelles de la Banque Islamique de Développement (BID).





- Participation en mai 2016, aux Assemblées Annuelles de la Banque Islamique de Développement (BID).
- Participation en mai 2016, aux Assemblées Annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD).



Rapport financier

Rapport du Commissaire aux Comptes
Bilan
Compte de résultat

ORIGINAL

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

CDC

Etablissement Public avec Conseil d'Administration

BP 8820
Libreville
République Gabonaise

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR L'ARRETE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS (Article 715 de l'Acte Uniforme OHADA) Exercice clos le 31 décembre 2016

Une entité du réseau Deloitte

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter www.deloitte.com/about. Au Gabon, Deloitte Touche Tohmatsu est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited.

© 2017 Deloitte Gabon - Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

5



**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
CDC**Etablissement Public avec Conseil d'Administration
BP 8820
Libreville
République Gabonaise**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR L'ARRETE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS
(Article 715 de l'Acte Uniforme OHADA)
Exercice clos le 31 décembre 2016**A l'attention du Conseil d'Administration
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
BP 8820 Libreville
Gabon

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport prévu par l'article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et concernant l'exercice clos le 31 décembre 2016. Conformément à ces dispositions, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels avant leur arrêté par le Conseil d'Administration,
- les modifications devant être portées aux états financiers annuels, ainsi que les observations sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'élaboration des comptes,
- les irrégularités et inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux,
- l'impact des observations et rectifications proposées sur les résultats de l'exercice comparés à ceux de l'exercice précédent.

En vertu de l'article 137 de l'Acte Uniforme évoqué, le Conseil d'Administration a la responsabilité d'arrêter les états financiers annuels de la CDC.

Une entité du réseau Deloitte

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter www.deloitte.com/about. Au Gabon, Deloitte Touche Tohmatsu est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited.

© 2017 Deloitte Gabon. Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

I. CONTROLES EFFECTUES

Les états financiers annuels soumis à votre examen se caractérisent par les chiffres clés suivants exprimés en millions de FCFA :

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Total du bilan	205 651	225 803
Capitaux propres (*)	64 419	47 371
Résultat net	2 580	3 670
Produits des activités ordinaires	11 130	10 745

(*) y compris le résultat net bénéficiaire de l'exercice 2016, ainsi que le solde net des subventions d'investissement et des provisions réglementées (fonds reçus du FNH)

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Gabon, dans le cadre des articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et du règlement CEMAC n° 11/01 du 5 décembre 2001. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers annuels et à évaluer leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder les observations et conclusions présentées aux paragraphes 2 à 5 ci-après.

II. MODIFICATIONS AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS ET OBSERVATIONS SUR LES METHODES D'EVALUATION**2.1 Référentiel comptable utilisé**

Les états financiers annuels au 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux règles et principes comptables retenus par le système comptable OHADA en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001.

2.2 Méthodes d'évaluation

Les méthodes d'évaluation retenues sont conformes aux principes édictés par le système comptable OHADA.

2.3 Ajustements et Reclassements

Tous les ajustements et reclassements significatifs identifiés au cours de nos contrôles ont été comptabilisés.



2.4 Autre observation du Commissaire aux comptes sur les états financiers annuels

Nous attirons votre attention sur la note I-B-(IX) de l'état annexé aux états financiers annuels 2016, relative à l'impact sur lesdits états financiers, des écritures de régularisation comptabilisées en apurement des comptes internes de compensation, suite aux travaux d'analyse et de justification, effectués journée par journée, sur les opérations de compensation antérieures au 15 décembre 2015, par une "task force" mise en place au sein de la CDC et dédiée à ce chantier.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Gabon, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous souhaitons attirer votre attention sur le point suivant :

- **Processus d'établissement des comptes consolidés 2015 et 2016 de la CDC**

Dans le cadre des dispositions des articles 74 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA sur le droit comptable, la CDC est tenue d'établir des comptes consolidés intégrant les sociétés filiales dans lesquelles elle exerce une influence notable (pourcentage de participation égal ou supérieur à 20%), ou détient le contrôle exclusif (pourcentage de participation supérieur à 50%).

A la date du présent rapport, le processus de consolidation des comptes 2015 et 2016 de la CDC est en cours, et pourra être finalisé après réception de l'ensemble des données comptables et des informations financières auditées, restant en attente des filiales concernées pour les exercices 2015 et 2016.

Par conséquent, nos rapports d'audit des comptes consolidés 2015 et 2016 de la CDC seront émis au terme de ce processus.

IV. COMMENTAIRES SUR LES PROCEDURES ET LE CONTROLE INTERNE

L'évaluation par nos soins du fonctionnement du contrôle interne a consisté à examiner l'application des procédures mises en place par la société afin d'assurer une information financière de qualité. Cette évaluation a été effectuée dans le but de déterminer l'étendue de nos contrôles sur les comptes. Elle ne met donc pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique et plus détaillée pourrait éventuellement révéler.

Dans le cadre de cette évaluation, nous avons examiné le dispositif de contrôle interne relatif aux principaux processus de gestion de votre institution financière et plus particulièrement :

- (i) le processus de gestion du système d'information et notamment du progiciel DELTABANK (SOPRA Amplitude) ;
- (ii) le processus d'analyse, de lettrage et d'apurement des comptes de compensation.

Nos principaux constats et recommandations sur les procédures et le contrôle interne ont fait l'objet de rapports détaillés transmis à la Direction de la CDC et discutés avec elle.

Les principaux constats et recommandations formulés dans ce cadre et sur lesquels nous souhaitons attirer votre attention se résument comme suit :

Deloitte.

- **Processus de gestion du système d'information :**

Il ressort de nos travaux de revue informatique que les dispositions prises en 2016 par la CDC en matière de contrôle interne pour l'environnement informatique relatif à l'application DELTABANK (Sopra Amplitude), sont globalement satisfaisantes en ce qui concerne la gouvernance des systèmes d'information et la gestion des changements informatiques. Toutefois, les dispositifs de sécurité de l'information et de gestion de l'exploitation informatique nécessitent encore d'être améliorés notamment en termes de gestion des comptes privilégiés, de gestion des comptes génériques et de plan de continuité d'activité.

Nous recommandons qu'un plan d'actions à court terme soit mis en œuvre sur l'exercice 2017 afin d'y remédier.

- **Processus d'analyse, de lettrage et d'apurement des comptes de compensation :**

La CDC a mis en place à compter du 15 décembre 2015, un nouveau script de production suite à l'intervention d'un expert de Sopra Amplitude, ayant permis de mettre à jour les schémas d'écritures antérieurs qui ne garantissaient pas l'apurement, ni le lettrage automatique des flux impactant les comptes de compensation.

De nouveaux comptes ont été créés et de nouveaux schémas d'écritures mis en production à partir du 15 décembre 2015, pour gérer les opérations de compensation. Ces nouveaux schémas ont amélioré le traitement des opérations de compensation, mais présentent également certaines limites telles que : (i) la comptabilisation manuelle des annulations des retours globaux de compensation et de télécompensation ; et (ii) l'absence de lettrage automatique des écritures.

V. CONCLUSION ET PROJET D'OPINION

L'observation formulée au paragraphe 2.4 ci-dessus ne remet pas en cause, à la date du présent rapport, notre opinion d'audit sur les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Par conséquent, au stade actuel de nos travaux, si lesdits états financiers annuels, tels qu'ils sont présentés par la Direction Générale, sont arrêtés par le Conseil d'Administration, nous formulerons une opinion favorable sans réserve dans notre rapport général.

Fait à Libreville, le 28 juin 2017

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte Touche Tohmatsu

Deloitte Touche Tohmatsu
Tél. (241) 01.77.21.42 / 43 - 01.74.41.93
Fax. (241) 01.74.41.92 - B.P. 4660 - Libreville
NIF: 793 742 T
RCCM: 2001B001172

Nicolas Balesme

Associé - Expert-Comptable agréé CEMAC

Ce rapport est établi à l'attention exclusive du Conseil d'Administration dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisé, diffusé ou cité à d'autres fins.



BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : BP : 8820

Immeuble ORCHIDIA, RUE JEAN NDENDE

Numéro Contribuable : NIF 793485N

Exercice clos au 31/12/2016

Durée en mois : 12

Réf.	ACTIF	2 016			2 015
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (I)				
AA	Charges immobilisées	21 180 236		21 180 236	71 675 314
AX	Frais d'établissement	21 180 236		21 180 236	28 240 314
AY	Charges à répartir				43 435 000
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles	1 064 586 689	855 446 836	209 139 853	151 586 380
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	1 064 586 689	855 446 836	209 139 853	151 586 380
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles	28 327 281 703	2 162 597 129	26 164 684 574	22 973 124 318
AJ	Terrains	22 178 590 130	263 760 000	21 914 830 130	18 288 830 130
AK	Bâtiments	3 593 780 370	419 490 187	3 174 290 183	3 461 792 613
AL	Installations et agencements	1 247 592 192	712 055 214	535 536 978	639 941 116
AM	Matériel	915 691 886	586 943 667	328 748 219	400 916 914
AN	Matériel de transport	391 627 125	180 348 061	211 279 064	181 643 545
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	20 068 736 715		20 068 736 715	13 778 053 133
AQ	Immobilisations financières	63 977 354 124	5 054 495 072	58 922 859 052	45 517 986 776
AR	Titres de participation	36 755 324 368	5 054 495 072	31 700 829 296	34 003 818 820
AS	Autres immobilisations financières	27 222 029 756		27 222 029 756	11 514 167 956
AW	(1) dont H.A.O. : Brut	0	0		
	Net	0	0		
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	113 459 139 467	8 072 539 037	105 386 600 430	82 492 425 921
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.				
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements				
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés	83 569 582 372	60 000 001	83 509 582 371	47 711 666 592
BH	Fournisseurs, avances versées				
BI	Clients	57 273 962 498		57 273 962 498	25 783 655 006
BJ	Autres créances	26 295 619 874	60 000 001	26 235 619 873	21 928 011 586
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	83 569 582 372	60 000 001	83 509 582 371	47 711 666 592
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	1 647 866 329	209 010 959	1 438 855 370	70 111 511 214
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, Chèques postaux, Caisses	15 315 516 535		15 315 516 535	25 486 914 279
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	16 963 382 864	209 010 959	16 754 371 905	95 598 425 493
BU	Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	213 992 104 702	8 341 549 997	205 650 554 706	225 802 518 006

BILAN - PASSIF

Désignation de l'entreprise :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : BP : 8820

IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE

Numéro Contribuable : NIF 793485N

Exercice clos au 31/12/2016

Durée en mois : 12

Réf.	PASSIF	2 016	2 015
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	10 000 000 000	10 000 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et Réserves	16 467 117 564	1 738 064 053
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion (d'émission)		
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	1 455 623 271	1 088 622 178
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau (+ ou -)	15 011 494 293	649 441 875
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	2 579 908 252	3 670 010 925
CK	Autres capitaux propres	35 372 068 746	31 962 687 937
CL	Subventions d'investissement	16 818 942	120 239 366
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	35 355 249 804	31 842 448 571
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	64 419 094 562	47 370 762 915
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges	165 367 571	1 042 528 666
DE	(1) dont H.A.O. : <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	165 367 571	1 042 528 666
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	64 584 462 133	48 413 291 581
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées		
DI	Clients, avances reçues	117 853 492 082	135 861 117 678
DJ	Fournisseurs d'exploitation	2 719 815 468	2 321 364 808
DK	Dettes fiscales	269 132 741	308 608 007
DL	Dettes sociales	111 039 965	101 544 381
DM	Autres dettes	19 832 319 337	37 443 057 952
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	140 785 799 593	176 035 692 826
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	162 870 980	1 257 525 599
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	162 870 980	1 257 525 599
DU	Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	117 422 000	96 008 000
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	205 650 554 706	225 802 518 006



Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DPOTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : BP : 8820 IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE

Numéro Contribuable : NIF 793485N Exercice clos au 31/12/2016

Durée en mois : 12

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

Réf.	Charges	2 016	2 015	Evolution en %
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
RA	Achats de marchandises			
RB	- Variation de stocks (- ou +)			
	(Marge brute sur marchandises voir TB)			
RC	Achats de matières premières et fournitures liées			
RD	- Variation de stocks (- ou +)			
	(Marges brute sur matières voir TG)			
RE	Autres achats	126 600 734	165 831 535	-24%
RH	- Variation de stocks (- ou +)			
RI	Transports	135 085 460	108 512 331	24%
RJ	Services extérieurs	1 937 212 826	1 921 462 467	1%
RK	Impôts et taxes	4 170 000	2 108 191	98%
RL	Autres charges	128 920 739	218 323 846	-41%
	(Valeur ajoutée voir TN)			
RP	Charges de personnel (I)	2 098 382 521	2 047 035 121	3%
	(I) dont personnel extérieur : 0 / 0			
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)			
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	3 921 165 077	1 850 222 363	112%
RW	Total des charges d'exploitation	8 351 537 357	6 313 495 854	32%
	(Résultat d'exploitation voir TX)			
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
SA	Frais financiers	906 580 348	942 056 728	-4%
SC	Pertes de change			
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions			
SF	Total des charges financières	906 580 348	942 056 728	-4%
	(Résultat financier voir UG)			
SH	Total des charges des activités ordinaires	9 258 117 705	7 255 552 582	28%
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)			
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)			
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 483 429	1 244 678	19%
SL	Charges H.A.O.	20 553 228	521 199 519	-96%
SM	Dotations H.A.O.			
SO	Total des charges H.A.O.	22 036 657	522 444 197	-96%
	(Résultat H.A.O. voir UP)			
SQ	Participation des travailleurs			
SR	Impôts sur le résultat			
SS	Total participation et impôts			
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	9 280 154 362	7 777 996 779	19%
	(Résultat net voir UZ)			

Désignation de l'entreprise :
 Adresse : BP : 8820
 Numéro Contribuable :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
 IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE
 Exercice clos au 31/12/2016

Durée en mois: 12

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

Réf.	Produits	2 016	2 015	Evolution en %
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
TA	Ventes de marchandises			
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES			
TC	Ventes de produits fabriqués			
TD	Travaux, services vendus	194 808 281	122 853 889	59%
TE	Production stockée ou déstockage (+ ou -)			
TF	Production immobilisée			
TG	MARGE BRUTE SUR MATIÈRES	194 808 281	122 853 889	
TH	Produits accessoires	38 406 379	195 826 542	-80%
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TD + TH)	233 214 660	318 680 431	
TJ	(1) dont à l'exportation			
TK	Subventions d'exploitation			
TL	Autres produits	5 019 873 814	5 348 940 388	-6%
TN	VALEUR AJOUTÉE	2 921 098 715	3 251 382 449	
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	822 716 194	1 204 347 328	
TS	Reprises de provisions et d'amortissements	952 173 731	2 619 301	36252%
TT	Transferts de charges			
TW	Total des produits d'exploitation	6 205 262 205	5 670 240 120	9%
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+) ; Perte (-)	-2 146 275 152	-643 255 734	
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
UA	Revenus financiers	4 923 634 112	5 073 725 830	-3%
UC	Gains de change	664 248	1 077 569	-38%
UD	Reprises de provisions			
UE	Transferts de charges			
UF	Total des produits financiers	4 924 298 360	5 074 803 399	-3%
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -)	4 017 718 012	4 132 746 671	
UH	Total des produits des activités ordinaires	11 129 560 565	10 745 043 519	4%
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (I) (+ ou -)	1 871 442 860	3 489 490 937	
UJ	(I) dont impôt correspondant			
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)			
UK	Produits des cessions d'immobilisations	1 398 305	14 125 638	-90%
UL	Produits H.A.O.	625 683 320	599 538 155	4%
UM	Reprises H.A.O.	103 420 424	54 000 000	92%
UN	Transferts de charges		35 300 392	-100%
UO	Total des produits H.A.O.	730 502 049	702 964 185	4%
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -)	708 465 392	180 519 988	292%
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	11 860 062 614	11 448 007 704	4%
UZ	RÉSULTAT NET Bénéfice (+) ; Perte (-)	2 579 908 252	3 670 010 925	-30%





Eléphants de GAMBA

EDITION

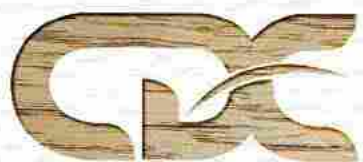
Caisse des Dépôts et Consignations
Direction Générale

CONTACT PRESSE

Service Communication & Marketing
servicecommunication@cdc-gabon.ga

CREATION GRAPHIQUE - IMPRESSION

Mister SMITH STUDIO



CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme

Siège Social :
2ème étage Immeuble Orchidia
Rue Jean NDENDE
B.P. : 8820 – Libreville – Gabon
Tél. : (+241) 01 77 01 15
Fax : (+ 241) 01 77 01 69
www.cdc-gabon.ga

